



**brugel**

LE REGULATEUR BRUXELLOIS POUR L'ÉNERGIE

## CAHIER THÉMATIQUE 01

**RAPPORT ANNUEL 2016**

Le marché de détail de  
l'électricité et du gaz naturel  
en région de Bruxelles-Capitale



LE REGULATEUR BRUXELLOIS POUR L'ÉNERGIE

# CAHIER THÉMATIQUE 01

RAPPORT ANNUEL 2016

Le marché de détail de  
l'électricité et du gaz naturel  
en région de Bruxelles-Capitale



Consultez le rapport annuel en ligne  
<http://annual-report-2016.brugel.brussels>

## Table des matières

<b>1 Introduction</b>	<b>4</b>
<b>2 Fonctionnement des marchés d'électricité et de gaz</b>	<b>5</b>
2.1 Marché de fourniture d'énergie	5
2.1.1 Monitoring du marché	5
2.1.2 Contrôle des autorisations de fourniture d'électricité et de gaz	15
2.1.3 État d'avancement du développement d'un système d'échanges de données entre les GRD et les fournisseurs : MIG6	16
2.2 Marché des services de flexibilité	18
2.2.1 Consultation publique de BRUGEL	19
2.2.2 Position de BRUGEL sur les documents de SYNERGRID	20
2.3 La procédure relative au fournisseur de secours	21
<b>3. Développement des réseaux d'électricité et de gaz</b>	<b>22</b>
3.1 État des réseaux d'approvisionnement en électricité et en gaz	22
3.1.1 Les réseaux électriques	22
3.1.2 Le réseau de distribution de gaz	24
3.2 Développement des réseaux spécifiques	26
3.2.1 Les réseaux de traction	26
3.2.2 Éclairage public	27
3.2.3 Étude sur le déploiement des bornes de recharges publiques pour les véhicules électriques	28
3.3 Passage du gaz pauvre au gaz riche	28
<b>4. Suivi de l'évolution des prix et contrôle des tarifs</b>	<b>30</b>
4.1 Décomposition de la facture	30
4.1.1 Électricité	30
4.1.2 Gaz	31
4.2 Évolution de la facture des consommateurs résidentiels	32
4.2.1 Électricité	32
4.2.2 Gaz	35

4.3	Analyse des évolutions des prix de l'électricité et du gaz naturel pour les clients professionnels	38	11	Évolution du degré de liberté électricité	33
4.3.1	Électricité	38	12	Évolution du tarif social spécifique	34
4.3.2	Gaz	39	13	Évolution du degré de liberté gaz	35
4.4	Les tarifs de distribution 2016-2017	40	14	Évolution du tarif social spécifique calculé par le régulateur fédéral pour le gaz	37
4.4.1	Distribution de l'électricité	40			
4.4.2	Distribution du gaz	41			
<b>5.</b>	<b>Les tarifs de distribution</b>	<b>43</b>	<b>LISTE DES FIGURES</b>		
5.1	Cadre réglementaire	43	1	Évolution des parts de marché du fournisseur historique toutes clientèles confondues – électricité	8
5.2	Activités principales de l'année 2016	43	2	Évolution des parts de marché du fournisseur historique toutes clientèles confondues – gaz	9
5.2.1	Les adaptations tarifaires	43	3	Taux de switch clients résidentiels - électricité	11
5.2.2	Le contrôle des soldes réglementaires 2015	43	4	Taux de switch clients résidentiels - gaz	12
5.2.3	Modification des méthodologies tarifaires	44	5	Taux de switch clients professionnels - électricité	13
5.2.4	Propositions tarifaires spécifiques	44	6	Taux de switch clients professionnels - gaz	14
5.2.5	Étude sur la mise en place de mécanismes de tarification solidaire	44	7	Principe de l'alimentation des consommateurs en RBC	22
5.2.6	Analyses transversales	45	8	Schéma d'approvisionnement en gaz de la RBC	25
5.2.7	Suivi des recours	46	9	Évolution du nombre de luminaires	27
5.2.8	Gestion de plaintes traitées par BRUGEL	48	10	Décomposition de la facture d'électricité d'un client médian - décembre 2016	30
<b>6.</b>	<b>Activités menées en vue de promouvoir la concurrence</b>	<b>49</b>	11	Décomposition de la facture d'électricité d'un petit professionnel - décembre 2016	31
<b>7.</b>	<b>Conclusions</b>	<b>51</b>	12	Décomposition de la facture de gaz d'un client médian - décembre 2016	31
			13	Décomposition de la facture de gaz d'un petit professionnel - décembre 2016	31
			14	Évolution du prix du client médian – 2.036 kWh	32
			15	Comparaison de la facture d'électricité d'un client médian bruxellois – 2 036 kWh entre l'offre la plus avantageuse et l'offre par défaut	33
			16	Évolution du coût annuel du tarif social pour plusieurs types de consommateurs - électricité	34
			17	Évolution du prix du client moyen - 12.728 kWh	35
			18	Évolution facture annuelle de gaz d'un client médian bruxellois - 12.728 kWh	36
			19	Évolution du coût annuel du tarif social pour plusieurs types de consommateurs – gaz	37
			20	Évolution du prix électricité all in - Professionnels AMR et MMR	38
			21	Évolution du prix all-in - Professionnels AMR et MMR	39
			22	Décomposition tarif de distribution - Électricité - 2036kWh – Décembre 2016	40
			23	Décomposition tarif de distribution - Gaz - 12 728kWh – Décembre 2016	41
			24	Statistiques de fréquentation du site de BRUSIM (simulations par mois)	49
			25	Statistiques de fréquentation du site de BRUGEL (connexions par mois)	50
<b>LISTE DES TABLEAUX</b>					
1	Nombre de points de fourniture électricité en région de Bruxelles-Capitale	5			
2	Nombre de points de fourniture gaz en région de Bruxelles-Capitale	5			
3	Parts de marché en volume pour l'électricité – par type de clientèle	6			
4	Parts de marché en volume pour le gaz – par type de clientèle	7			
5	Parts de marché en points de fourniture pour l'électricité - par type de clientèle	7			
6	Parts de marché en points de fourniture pour le gaz - par type de clientèle	8			
7	Indices HHI et C3 - marché de l'électricité et du gaz	9			
8	Scénarii suivis dans le cadre de l'analyse du taux de switch	10			
9	Liste des détenteurs des licences de fourniture	15			
10	Clientèle privilégiée des fournisseurs actifs	16			

# 1 Introduction

Cette partie du rapport traite des principales actions de BRUGEL menées en 2016 dans le cadre de ses missions de surveillance et de contrôle du marché régional de l'énergie (électricité et gaz). Il s'agit particulièrement du suivi de l'évolution du fonctionnement du marché (accès des nouveaux fournisseurs au marché, répartition des parts de marché, etc.), du développement des réseaux d'électricité et de gaz (évolution et planification) et du contrôle des prix de l'énergie et des tarifs. C'est donc tout naturellement que cette partie du rapport a été scindée en trois grands chapitres.

Le premier chapitre est consacré à l'évolution du fonctionnement du marché de l'électricité et du gaz. Cette évolution est mesurée par un ensemble d'indicateurs que BRUGEL utilise pour superviser l'accès aux réseaux (fournisseurs actifs, points d'accès, etc.) et la dynamique du marché (particulièrement le changement de fournisseur et l'évolution des parts de marché). Dans ce chapitre, BRUGEL donne aussi un éclairage sur les actions menées par les différentes parties, en vue d'améliorer le fonctionnement du marché (travaux préparatoires pour la mise en œuvre d'un nouveaux MIG) ou l'introduction de nouveaux services énergétiques (effacement de charges au profit des services d'équilibrage du système électrique).

Le deuxième chapitre décrit le suivi et le contrôle du développement des réseaux d'électricité et de gaz au niveau de la planification et de la qualité de la distribution d'énergie. Dans ce chapitre, les développements (actuels et futurs) des réseaux d'électricité et de gaz sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale sont aussi présentés y compris sur le plan conceptuel (les concepts de réseaux fermés de traction ou de réseaux de bornes de recharges pour véhicules électriques).

Le troisième chapitre décrit le suivi de l'évolution des prix de l'énergie pour les clients résidentiels et professionnels et l'impact qui en résulte sur la concurrence entre les acteurs actifs sur le marché de l'énergie bruxellois. Ce chapitre décrit aussi le suivi des méthodologies tarifaires, le contrôle des soldes et présente des analyses transversales liées à cette thématique.

Des conclusions relatives à ces trois chapitres sont données à la fin de cette partie pour rappeler les principaux points d'attention sur le fonctionnement du marché et sur le développement des réseaux d'électricité et de gaz sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

# 2 Fonctionnement des marchés d'électricité et de gaz

## 2.1 Marché de fourniture d'énergie

### 2.1.1 Monitoring du marché

#### 2.1.1.1 Points d'accès et énergie livrée

##### 2.1.1.1.1 Électricité

En 2016, l'énergie électrique totale fournie par l'ensemble des fournisseurs sur la région de Bruxelles-Capitale s'élevait à 5,23 TWh (hors pertes sur le réseau électrique qui s'élevaient à 0,15 TWh) en baisse de 0,6% par rapport à 2015.

Toutefois, le nombre total de points de fourniture électricité actifs en région bruxelloise a augmenté de 0.7% par rapport à 2015 pour atteindre 645 525. Ce chiffre est conforme à l'évolution normale du réseau de distribution dans un milieu urbain.

SIBELGA, en tant que fournisseur de dernier ressort, a fourni 7 GWh d'électricité aux clients protégés et aux clients hivernaux, soit une baisse de 12,5% par rapport à 2015.

**Tableau 1 - Nombre de points de fourniture électricité en région de Bruxelles-Capitale**

	Professionnels	Résidentiels	Total
Nombre de points de fourniture actifs haute tension	2.972	6	2.978
Nombre de points de fourniture actifs basse tension	132.216	510.331	642.547
Nombre de points de fourniture inactifs haute tension	-	-	259
Nombre de points de fourniture inactifs basse tension	-	-	60.246
<b>Total</b>	<b>135.178</b>	<b>510.337</b>	<b>706.020</b>

Source : SIBELGA – Situation au 31 décembre 2016

##### 2.1.1.1.2 Gaz

En 2016, 10,08 TWh ont été fournis par l'ensemble des fournisseurs sur la région de Bruxelles-Capitale. En comparaison à 2015, la quantité fournie a augmenté de 5,2% en 2016. Ceci résulte de conditions climatiques plus sévères en 2016 qu'en 2015 combinées au caractère prépondérant de la consommation résidentielle du gaz en région bruxelloise, segment notablement sensible aux conditions climatiques pour la consommation.

Comme pour l'électricité, le nombre total de points de fourniture gaz actifs en région bruxelloise a enregistré une augmentation de 0,36% par rapport à 2015 pour atteindre 428 458.

SIBELGA, en tant que fournisseur de dernier ressort, a fourni 28,85 GWh de gaz aux clients protégés et aux clients hivernaux, soit une baisse de 11,07% par rapport à 2015.

**Tableau 2 - Nombre de points de fourniture gaz en région de Bruxelles-Capitale**

	Professionnels	Résidentiels	Total
Nombre de points de fourniture actifs	62.428	366.030	428.458
Nombre de points de fourniture inactifs	-	-	77.870
<b>Total</b>	<b>62.428</b>	<b>366.030</b>	<b>506.328</b>

Source : SIBELGA – Situation au 31 décembre 2016

##### 2.1.1.2 Parts de marché

BRUGEL publie trimestriellement les parts de marché, sous forme de graphiques et de tableaux, des différents fournisseurs actifs sur le marché de l'énergie de la région de Bruxelles-Capitale. Ce rapport trimestriel se fonde sur des données transmises mensuellement par les gestionnaires de réseaux, SIBELGA et ELIA<sup>1</sup>, ainsi que par le fournisseur par défaut.

Les parts de marché sont communiquées de deux manières, en volume – c'est-à-dire la quantité de MWh livrée au cours du mois par le fournisseur aux clients faisant partie de son portefeuille – et en nombre de points de fourniture comptabilisés dans le portefeuille du fournisseur au dernier

<sup>1</sup> Les ordonnances disposent que seules les données issues de leurs registres d'accès font foi.

jour du mois (c'est-à-dire que l'évolution du nombre de points de fourniture en cours de mois n'est pas prise en compte).

Deux points qui ont une certaine influence dans la répartition des parts de marché méritent d'être soulignés. D'une part, en région bruxelloise, il incombe au gestionnaire de réseaux de distribution, SIBELGA, de respecter l'obligation de service public de fournir de l'électricité et du gaz en tant que fournisseur de dernier ressort, aux clients protégés et aux clients hivernaux.

D'autre part, l'article 20 de l'ordonnance « électricité » prévoit la désignation d'un fournisseur par défaut, chargé d'alimenter les clients qui, à la date de leur éligibilité, et au plus tard au 1er janvier 2007, n'avaient pas choisi de fournisseur.

C'est donc dans ce cadre-là que, depuis le 1er janvier 2007 pour la clientèle résidentielle et depuis le 4 juillet 2004 pour les clients professionnels, le fournisseur ELECTRABEL CUSTOMER SOLUTIONS (ECS) (devenu ELECTRABEL depuis le 1er janvier 2016) a été désigné comme fournisseur par défaut<sup>2</sup> afin d'assurer la continuité de l'alimentation des clients n'ayant toujours pas signé un contrat avec un fournisseur de leur choix, aussi appelés « clients passifs » dans la suite de ce rapport.

Concernant ce dernier point, il convient de noter que, au 31 décembre 2016, seuls 14,38% des clients résidentiels en électricité et seuls 12,36% des clients résidentiels en gaz sont toujours alimentés par le fournisseur par défaut.

Au vu de ces chiffres, qui démontrent bien que les parts de marché du fournisseur par défaut deviennent de plus en plus faibles et comme déjà évoqué dans les précédents rapports annuels, BRUGEL invite le législateur à réfléchir à l'intérêt de maintenir cette notion de fourniture par défaut.

En outre, l'article 25 noviesdecies de l'ordonnance « électricité » prévoit qu'en cas de faillite ou de retrait de l'autorisation de fourniture d'un fournisseur, l'alimentation des clients finals sera assurée par le fournisseur par défaut aux conditions de la fourniture par défaut pour une durée maximale d'un an.

Tenant compte du fait qu'un nombre croissant de fournisseurs sont présents et que leurs parts de marchés sont de plus en plus importantes depuis le début de la libéralisation, BRUGEL attire l'attention du législateur sur les modalités de gestion de la faillite ou le retrait de la licence de l'un des fournisseurs.

C'est donc dans cet esprit que BRUGEL participe, au sein du FORBEG, aux réflexions et aux consultations avec les acteurs du marché sur une procédure de gestion de crise en cas de faillite ou de défaillance d'un fournisseur d'énergie. Dans ce cadre, BRUGEL insiste sur la nécessité de veiller à une adoption des règles identiques de cette procédure dans toutes les régions.

### 2.1.1.2.1 Parts de marché en volume - électricité

Pour l'année 2016, comme pour les années précédentes, Electrabel (Engie), EDF Luminus et Lampiris forment le trio de tête, à la différence près que EDF Luminus est montée à la deuxième position détenue auparavant par Lampiris. Les parts de marché, toutes clientèles confondues, d'Electrabel sont passées de 62,96% à 61,34%, tandis que celles de Lampiris et EDF Luminus sont passées respectivement de 13,91% à 10,58% et de 10,72% à 16,41%.

Le tableau ci-dessous présente les parts de marché en volume suivant le type de clientèle : professionnel ou résidentiel.

**Tableau 3 - Parts de marché en volume pour l'électricité – par type de clientèle**

FOURNISSEURS	PROFESSIONNEL	RÉSIDENTIEL	TOTAL
E.ON Belgium	3,12%	0,00%	2,36%
EDF Luminus	18,12%	11,11%	16,41% (2 <sup>ème</sup> )
Electrabel (ENGIE)	59,16%	68,13%	61,34% (1 <sup>er</sup> )
Eni Gas & Power	3,69%	0,83%	3,00%
Essent Belgium	0,83%	0,01%	0,63%
Lampiris	9,23%	14,79%	10,58% (3 <sup>ème</sup> )
Octa+ Energie	0,92%	3,50%	1,55%
Vlaams Energiebedrijf	0,82%	0,00%	0,62%
Autres	4,11%	1,64%	3,51%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Source : BRUGEL – Situation au 31 décembre 2016

<sup>2</sup> Le 14 décembre 2006, le gouvernement a promulgué l'arrêté approuvant la désignation d'Electrabel Customer Solutions comme fournisseur par défaut.



### 2.1.1.2.2 Parts de marché en volume - gaz

Pour l'année 2016, comme pour les années précédentes, Electrabel (Engie) et Lampiris occupent les deux premières places. Les parts de marché, toutes clientèles confondues, d'Electrabel (Engie) sont passées de 58,03% à 56,75%, tandis que celles de Lampiris sont passées de 15,06% à 14,98%. Aux troisième et quatrième places, on retrouve EDF Luminus, dont les parts de marché passent de 9,96% à 10,91%, tandis que celles d'Eni Gas&Power passent de 10,37% à 8,24%. Le tableau ci-après présente les parts de marché en volume suivant le type de clientèle : professionnel ou résidentiel.

**Tableau 4 – Parts de marché en volume pour le gaz – par type de clientèle**

FOURNISSEURS	PROFESSIONNEL	RÉSIDENTIEL	TOTAL
EDF Luminus	10,76%	11,08%	10,91% (3 <sup>ème</sup> )
Electrabel (ENGIE)	49,52%	64,96%	56,75% (1 <sup>er</sup> )
Eni Gas & Power	14,55%	0,86%	8,24%
Essent Belgium	1,02%	0,01%	0,55%
Gas Natural Europe	0,78%	0,00%	0,42%
Lampiris	13,13%	17,13%	14,98% (2 <sup>ème</sup> )
Octa+ Energie	1,80%	4,50%	3,05%
Vlaams Energiebedrijf	0,58%	0,00%	0,31%
Autres	6,30%	1,66%	4,80%
Wingas	2,27%	0,00%	1,22%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : BRUGEL – Situation au 31 décembre 2016

### 2.1.1.2.3 Parts de marché en nombre de points de fourniture – électricité

Au 31 décembre 2016, comme pour les années précédentes, Electrabel (Engie), Lampiris et EDF Luminus forment le trio de tête. Les parts de marché, toutes clientèles confondues, d'Electrabel (Engie) sont passées de 68,63% à 66,83%, tandis que celles de Lampiris et EDF Luminus sont passées respectivement de 15,29% à 14,58% et de 10,29% à 12,18%.

Le tableau ci-après présente les parts de marché en points de fourniture suivant le type de clientèle : professionnel ou résidentiel.

**Tableau 5 - Parts de marché en points de fourniture pour l'électricité - par type de clientèle**

FOURNISSEURS	PROFESSIONNEL	RÉSIDENTIEL	TOTAL
E.ON Belgium	0,17%	0,00%	0,04%
EDF Luminus	12,69%	12,05%	12,18%
Electrabel (ENGIE)	63,26%	67,78%	66,83%
Eni Gas & Power	3,33%	0,72%	1,27%
Essent Belgium	0,94%	0,00%	0,20%
Lampiris	13,79%	14,78%	14,58%
Octa+ Energie	2,17%	2,86%	2,72%
Vlaams Energiebedrijf	0,12%	0,00%	0,03%
Autres	3,52%	1,80%	2,15%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

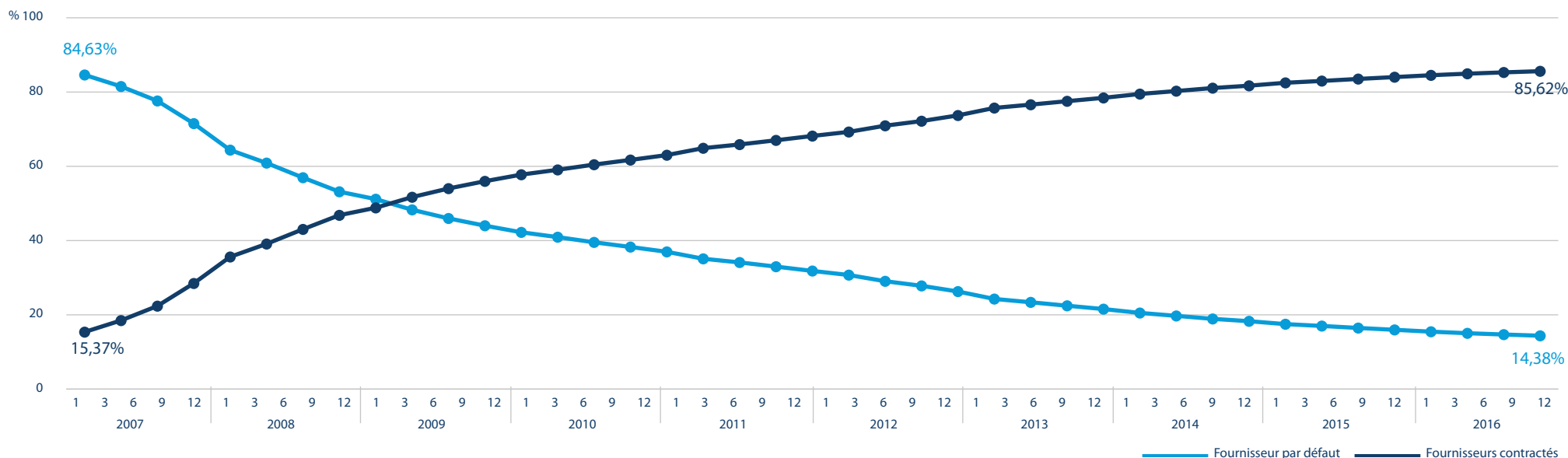
Source : BRUGEL – Situation au 31 décembre 2016

### 2.1.1.2.4 Évolution des parts de marché du fournisseur historique

Au 31 décembre 2016, le nombre de points de fourniture toutes clientèles confondues toujours fourni par le fournisseur par défaut, Electrabel (Engie), s'élevait à 14,38% (15,97% et 18,29% pour, respectivement, 2015 et 2014).

Les parts de marché de l'unique fournisseur par défaut sont donc en constante diminution. Comme mentionné précédemment (voir la section 2.1.1.2 de ce rapport), il est indiqué de réfléchir à la pertinence du maintien du concept de fournisseur par défaut : si au début de la libéralisation il était pertinent de l'instituer, le nombre de clients ayant ce type de contrat a diminué au fil des ans.

**Figure 1 - Évolution des parts de marché du fournisseur historique toutes clientèles confondues – électricité**



Source : BRUGEL

#### 2.1.1.2.5 Parts de marché en nombre de points de fourniture - gaz

Au 31 décembre 2016, comme pour les années précédentes, Electrabel (Engie), Lampiris et EDF Luminus forment le trio de tête. Les parts de marché, toutes clientèles confondues, d'Electrabel (Engie) sont passées de 66,98% à 65,56%, tandis que celles de Lampiris et EDF Luminus sont passées respectivement de 15,92% à 14,93% et de 11,15% à 13,10%.

Le tableau ci-après présente les parts de marché en points de fourniture suivant le type de clientèle : professionnel ou résidentiel.

**Tableau 6 - Parts de marché en points de fourniture pour le gaz - par type de clientèle**

FOURNISSEURS	PROFESSIONNEL	RÉSIDENTIEL	TOTAL
EDF Luminus	15,54%	12,69%	13,10%
Electrabel (ENGIE)	63,37%	65,93%	65,56%
Eni Gas & Power	5,10%	0,73%	1,37%
Essent Belgium	1,06%	0,00%	0,15%
Gas Natural Europe	0,04%	0,00%	0,01%
Lampiris	9,13%	15,92%	14,93%
Octa+ Energie	1,86%	3,21%	3,02%
Vlaams Energiebedrijf	0,15%	0,00%	0,02%
Autres	3,75%	1,52%	1,84%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : BRUGEL – 31 décembre 2016

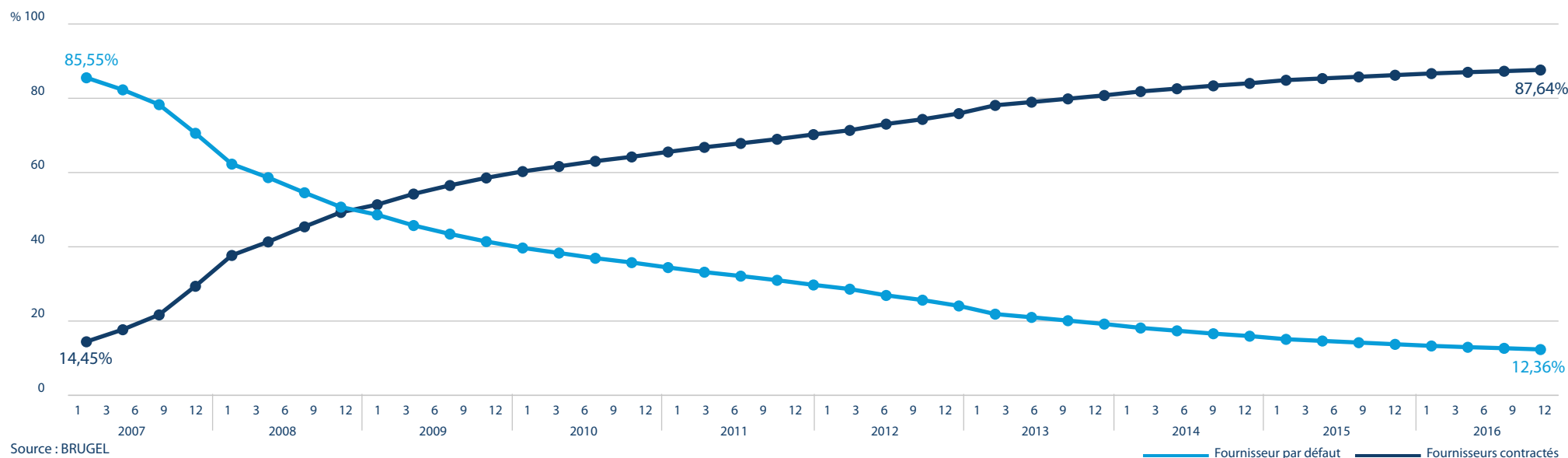
#### 2.1.1.2.6 Évolution des parts de marché du fournisseur historique

Au 31 décembre 2016, le nombre de points de fourniture, toutes clientèles confondues, chez le fournisseur par défaut, Electrabel (Engie), s'élevait à 12,36% (13,76% et 15,96% pour, respectivement 2015 et 2014).

De même que pour l'électricité, les parts de marché de l'unique fournisseur par défaut sont donc en constante diminution. Comme mentionné supra (voir la section 2.1.1.2 de ce rapport), il est donc indiqué de réfléchir à la pertinence du maintien du concept de fournisseur par défaut.



**Figure 2 - Évolution des parts de marché du fournisseur historique toutes clientèles confondues – gaz**



### 2.1.1.2.7 Évolution de la concentration des marchés

D'un point de vue économique, il est fréquent de mesurer la concentration des marchés par différents indicateurs. Les indicateurs utilisés dans le cadre des marchés énergétiques sont l'indice de Herfindahl-Hirschmann (HHI<sup>3</sup>) et l'indicateur de concentration C3<sup>4</sup>.

De manière générale, plus le HHI et le C3 sont élevés, plus le marché est concentré. Ici, on observe la caractéristique « nombres de points de fourniture ».

Le tableau ci-contre reprend ces indicateurs de concentration pour les différents types de relevés de compteurs.

**Tableau 7 - Indices HHI et C3 - marché de l'électricité et du gaz**

	Électricité								Gaz							
	2013		2014		2015		2016		2013		2014		2015		2016	
	HHI	C3	HHI	C3	HHI	C3	HHI	C3	HHI	C3	HHI	C3	HHI	C3	HHI	C3
AMR <sup>5</sup>	3685	85,7%	3454	84,0%	3110	79,85%	3625	84,63%	3938	93,1%	3523	94,5%	3309	88,89%	3138	86,25%
MMR <sup>6</sup>	3914	90,5%	3614	89,4%	3381	86,57%	3451	84,94%	4254	88,1%	3472	82,6%	3349	79,01%	3276	77,76%
YMR <sup>7</sup> Professionnel	4939	95,8%	4816	93,9%	4680	91,88%	4544	91,24%	4742	95,6%	4597	92,1%	4551	90,60%	4437	88,65%
YMR Résidentiel	6195	94,2%	5642	95,4%	5188	94,92%	5022	95,13%	5929	93,6%	5368	95,1%	4958	94,72%	4773	94,54%
<b>Total pour le marché</b>	<b>5902</b>	<b>95,5%</b>	<b>5442</b>	<b>95,0%</b>	<b>5058</b>	<b>94,20%</b>	<b>4906</b>	<b>94,25%</b>	<b>5721</b>	<b>95,3%</b>	<b>5224</b>	<b>94,6%</b>	<b>4876</b>	<b>94,05%</b>	<b>4704</b>	<b>93,59%</b>

Source : BRUGEL

3 L'indice HHI est calculé en additionnant le carré des parts de marché de toutes les entreprises du secteur considéré.

4 L'indicateur de concentration C3 représente quant à lui les parts de marché cumulées des trois principaux fournisseurs.

5 Automated Meter Reading : ces compteurs sont télé-relevés, c'est-à-dire que l'index de consommation est transmis automatiquement au gestionnaire de réseau de distribution.

6 Manual Meter Reading – Monthly : les index de ces compteurs sont relevés physiquement chaque mois.

7 Yearly Meter Reading : l'index est relevé physiquement une fois par an.

Tant pour l'électricité que pour le gaz, on observe une diminution des valeurs des indices HHI et C3 sur les quatre dernières années (à l'exception de la légère augmentation de l'indice C3 de 2015 à 2016 en raison notamment de la fusion par acquisition d'Electrabel Customer Solution et Electrabel), toutes clientèles confondues.

On observe, par ailleurs, que l'indice C3 est caractérisé par une diminution particulièrement lente : sur les quatre dernières années, on observe une décroissance de 1,25 point pour l'électricité et 1,71 point pour le gaz.

Toutefois, il ne faut pas en conclure que la concurrence sur le marché de la région de Bruxelles-Capitale est moindre par rapport aux autres régions. En effet, pour rappel, toute analyse comparative des parts de marchés des trois principaux fournisseurs en Belgique doit tenir compte du fait que, contrairement aux autres régions où dès le début de la libéralisation plusieurs fournisseurs par défaut ont été désignés, en région bruxelloise, un seul fournisseur par défaut est actif depuis 2007. De surcroît, il convient de souligner qu'une concentration importante des marchés n'implique pas nécessairement un manque de concurrence.

En se focalisant sur les catégories de clients et sous l'angle de l'indice HHI, il est à constater que le segment AMR a moins progressé ces quatre dernières années, en le comparant aux autres segments et uniquement pour l'électricité. Par ailleurs, tant pour l'électricité que pour le gaz, le segment YMR résidentiel est celui qui a le mieux progressé au cours des quatre dernières années, traduisant donc une concurrence en augmentation. Ceci renforce donc l'idée selon laquelle il y a une concurrence non négligeable sur le segment résidentiel bien que l'on y ait, comparativement au segment professionnel, moins de fournisseurs actifs.

### 2.1.1.3 Évolution du « switching »

Dans le cadre de son analyse de marché, BRUGEL suit particulièrement les indicateurs de certains processus du marché qui relatent le niveau d'activités des fournisseurs et des consommateurs bruxellois, notamment les « customer

switchs », les « supplier switchs » et les « combined switchs ». Il convient de souligner que la renégociation d'un contrat sans qu'il y ait eu changement de fournisseur n'est pas considéré comme un switch.

**Tableau 8 - Scénarii suivis dans le cadre de l'analyse du taux de switch**

Nom du scénario	Description
Customer Switch	Scénario introduit auprès du gestionnaire des réseaux de distribution lorsqu'un client emménage sur un point de fourniture et choisit le même fournisseur que son prédécesseur sans que le compteur soit fermé entretemps.
Supplier Switch	Scénario introduit auprès du gestionnaire des réseaux de distribution lorsqu'un client change de fournisseur. Les textes de loi prévoient qu'un changement de fournisseur soit effectif au plus tard 21 jours après que le nouveau fournisseur ait effectué les démarches nécessaires. C'est, à tout le moins, cet indicateur qui traduit le plus fidèlement un changement de fournisseur opéré de manière délibérée par le client, notamment après une recherche d'information et une comparaison entre les fournisseurs.
Combined Switch	Scénario introduit auprès du gestionnaire des réseaux de distribution lorsqu'un client emménage sur un point de fourniture et choisit un fournisseur différent que celui initialement actif sur le point de fourniture sans que le compteur soit fermé entretemps.

### 2.1.1.3.1 Au niveau de la clientèle résidentielle

#### 2.1.1.3.1.1 Pour le marché de l'électricité

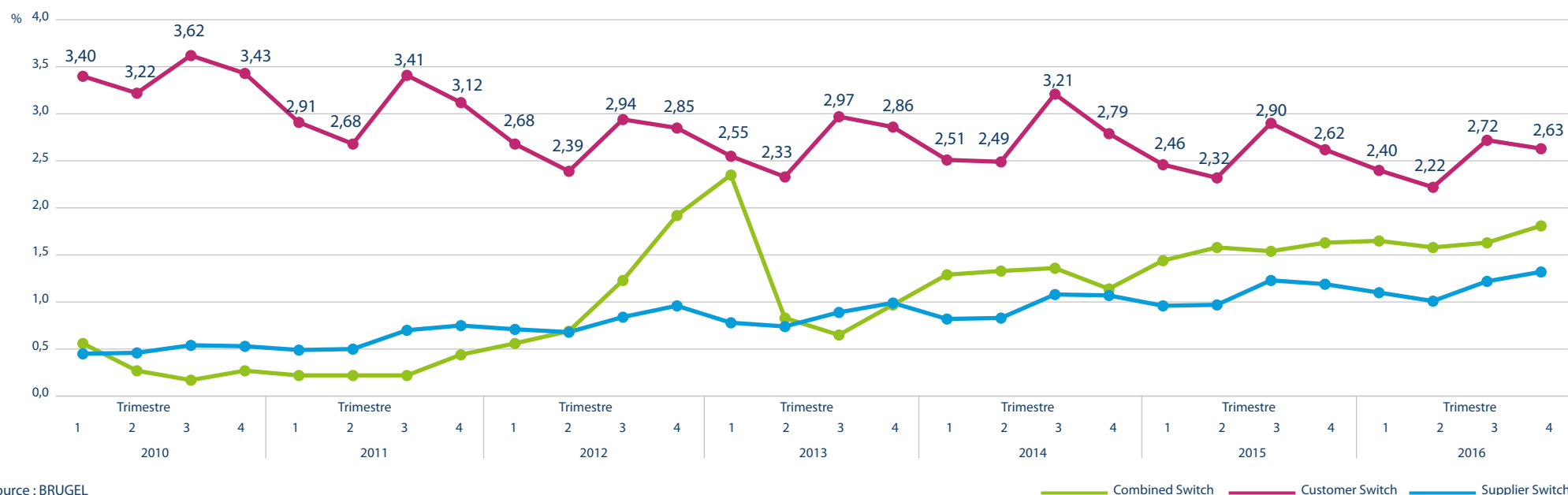
La figure ci-après met en évidence l'évolution trimestrielle des taux de switch (nombre mensuel de switchs sur le nombre mensuel de points d'alimentation du réseau) enregistrés depuis 2010. Pour 2016, les différents taux annuels de switch de ce marché s'élèvent à :

- à 9,97% pour les « Customer switches » (diminution de 0,33% en absolu par rapport à 2015),
- à 4,66% au niveau des « Combined switch » (augmentation de 0,32% en absolu par rapport à 2015), et
- à 6,67% au niveau des « Supplier switches » (augmentation de 0,47% en absolu par rapport à 2015).

En se focalisant sur les changements exclusifs de fournisseurs de type « supplier switch », on constate une augmentation

générale de leur nombre en 2016 par rapport à 2015. S'agissant du niveau trimestriel des changements de fournisseurs, pour le dernier trimestre 2016 on observe 1,81%, ce qui constitue le niveau le plus élevé de l'année et qui est presque six fois supérieur au niveau moyen observé en 2010 (0,32%). Sur les cinq dernières années, les niveaux les plus hauts ont été observés au dernier trimestre 2012 et le premier trimestre 2013.

**Figure 3 - Taux de switch clients résidentiels - électricité**



Source : BRUGEL

Cette évolution favorable du taux de switch trouve probablement son origine dans différents facteurs. Soulignons notamment les différentes modifications apportées à la législation fédérale, la mise à disposition d'un nouveau comparateur tarifaire performant et les campagnes de communication, tant fédérale que régionale, de 2012 qui ont continué à jouer un rôle important dans la dynamique de marché. Les effets de ces facteurs restent, dans une certaine mesure, observables pour les années suivantes puisque les niveaux moyens atteints affichent une tendance haussière.

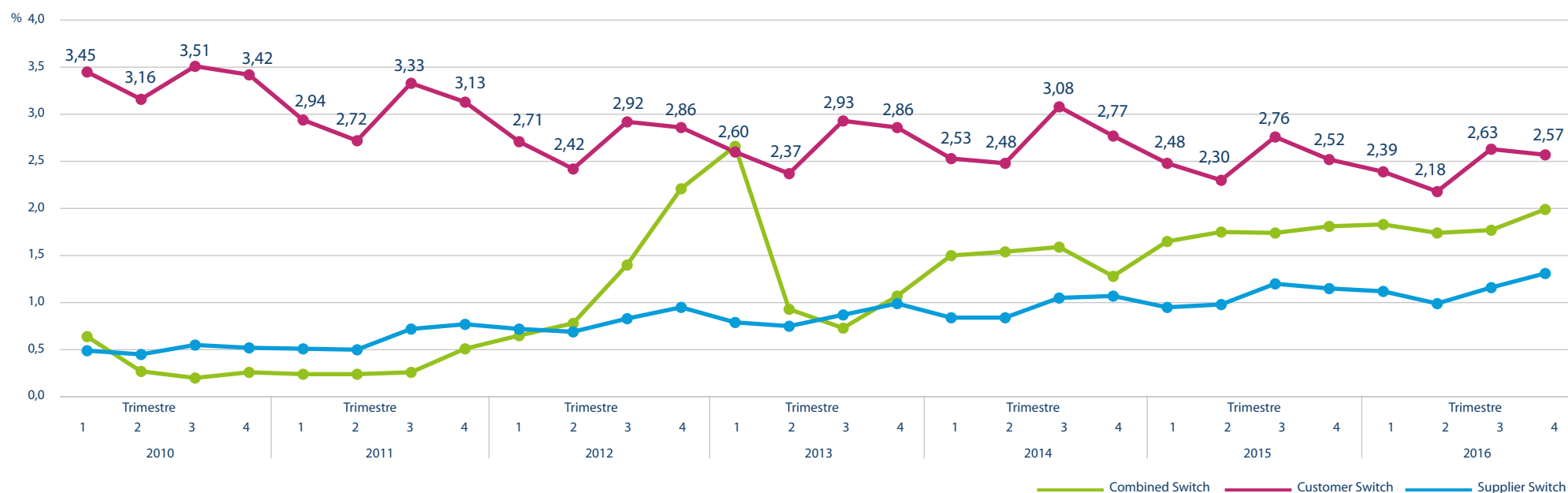
#### 2.1.1.3.1.2 Pour le marché du gaz

Pour 2015, les différents taux de switch de ce marché s'élèvent à :

- à 9,77% pour les « Customer switches » (diminution de 0,30% en absolu par rapport à 2015),
- à 4,58% au niveau des « Combined switch » (augmentation de 0,31% en absolu par rapport à 2015), et
- à 7,34% au niveau des « Supplier switches » (augmentation de 0,40% en absolu par rapport à 2015).

Comme pour l'électricité, on constate une augmentation générale du nombre de switches en 2016 par rapport à 2015. À nouveau, le niveau « supplier switch » pour la clientèle résidentielle est presque six fois supérieur à celui observé en 2010. La même observation pour les facteurs favorables aux taux de switch, formulée pour l'électricité, reste valable également.

**Figure 4 - Taux de switch clients résidentiels - gaz**



Source : BRUGEL

### 2.1.1.3.2 Au niveau de la clientèle professionnelle

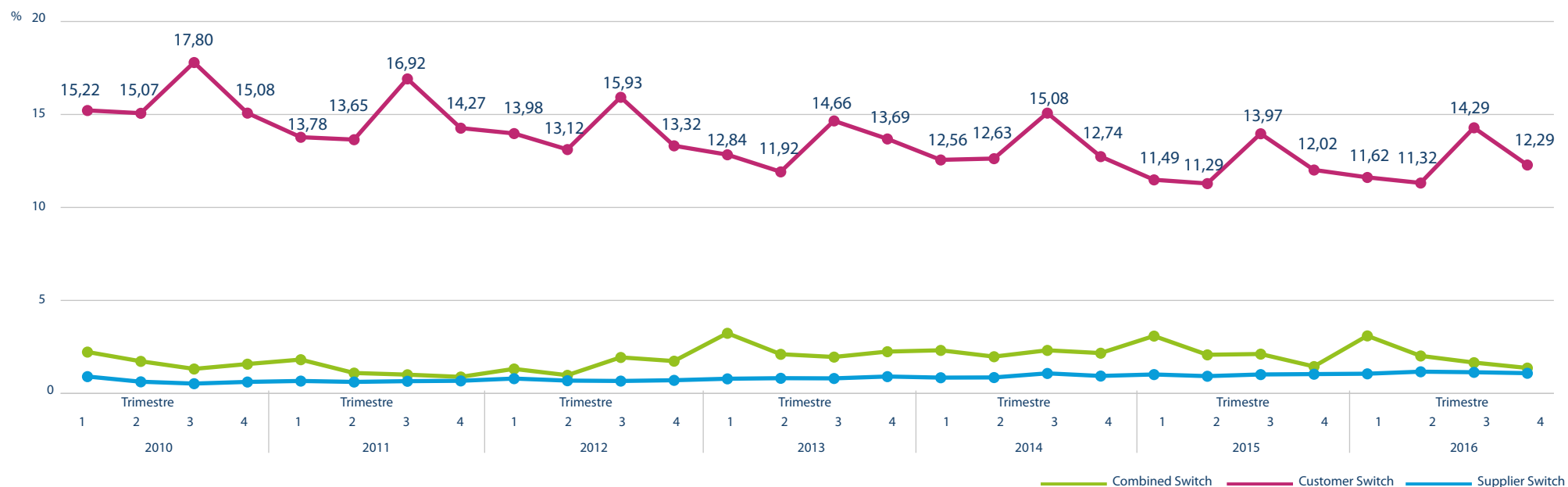
#### 2.1.1.3.2.1 Pour le marché de l'électricité

L'activité sur les marchés professionnels est nettement plus élevée que sur le marché résidentiel.

Pour 2016, les différents taux de switch de ce marché s'élèvent à :

- à 49,52% pour les « Customer switches » (augmentation de 0,75% en absolu par rapport à 2015),
- à 4,46% au niveau des « Combined switch » (augmentation de 0,45% en absolu par rapport à 2015), et
- à 8,14% au niveau des « Supplier switches » (diminution de 0,60% en absolu par rapport à 2015).

Figure 5 - Taux de switch clients professionnels - électricité



Source : BRUGEL

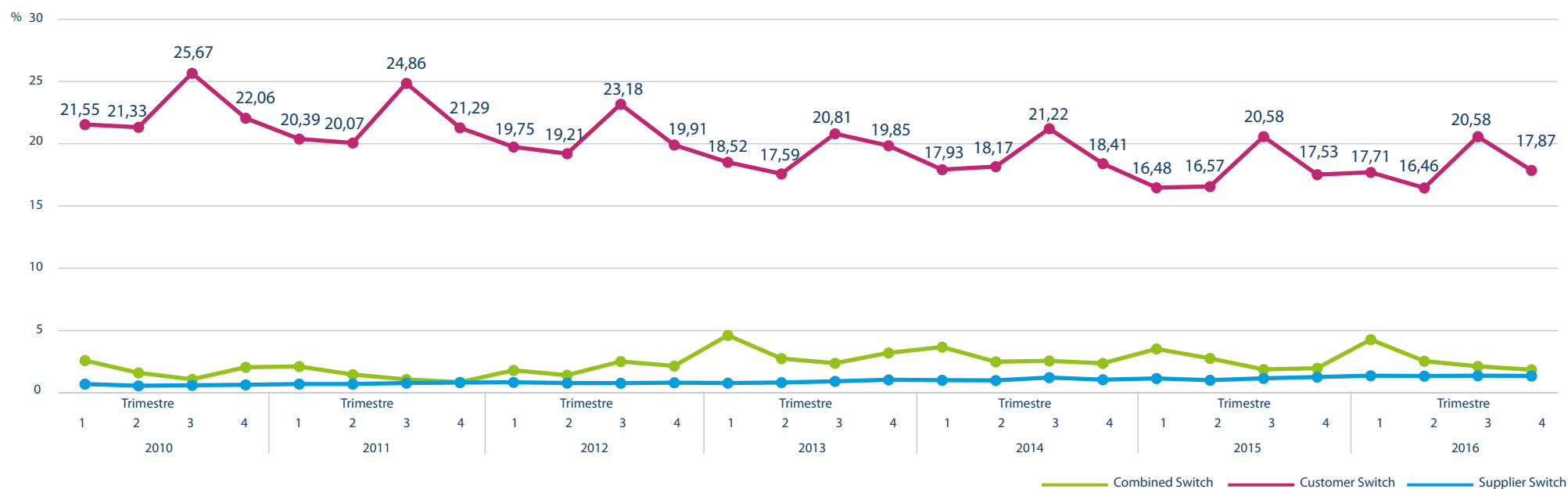
### 2.1.1.3.2.2 Pour le marché du gaz

Comme pour l'électricité, les taux de switch sont nettement plus élevés que sur le marché résidentiel.

Pour 2016, les différents taux de switch de ce marché s'élèvent à :

- à 72,62% pour les « Customer switches » (augmentation de 1,46% en absolu par rapport à 2015),
- à 5,47% au niveau des « Combined switch » (augmentation de 0,84% en absolu par rapport à 2015), et
- à 10,82% au niveau des « Supplier switches » (diminution de 0,67% en absolu par rapport à 2015).

**Figure 6 - Taux de switch clients professionnels - gaz**



Source : BRUGEL



## 2.1.2 Contrôle des autorisations de fourniture d'électricité et de gaz

### 2.1.2.1 Autorisation de fourniture d'énergie

Les ordonnances<sup>8,9</sup> organisant les marchés de l'électricité et du gaz naturel en région de Bruxelles-Capitale établissent l'obligation, dans le chef de toute personne physique ou morale vendant de l'électricité ou du gaz naturel aux clients finals bruxellois, de disposer au préalable d'une licence de fourniture.

Les arrêtés d'exécution<sup>10,11</sup> de ces dispositions des ordonnances prévoient la procédure pour l'obtention de la licence de fourniture : le candidat fournisseur adresse un dossier *ad hoc* à BRUGEL, lequel est analysé et reçoit un avis favorable ou défavorable. Par la suite, le dossier de demande du candidat fournisseur ainsi que l'avis de BRUGEL sont transmis à la ministre ayant l'Énergie dans ses prérogatives afin qu'il soit statué sur l'octroi ou non de la licence de fourniture. En cas d'octroi, cette licence est valable pour une durée indéterminée.

Sur la base de la notification de l'arrêté ministériel d'octroi de la licence, le fournisseur achève les démarches auprès de SIBELGA, lesquelles incluent la signature du contrat d'accès ainsi que l'apport des preuves financières requises, en vue de commencer à fournir les clients bruxellois. Toutefois, tous les candidats fournisseurs ayant bénéficié de l'octroi de la licence ne la font pas forcément valoir auprès de SIBELGA, ils ne deviennent donc pas tous actifs sur le marché de fourniture d'électricité et de gaz en région bruxelloise.

**Tableau 9 - Liste des détenteurs des licences de fourniture**

Société	Électricité	Gaz
Antargaz Belgium		✓
Aspiravi Energy	✓	✓
Axpo Benelux	✓	✓
Belgian Eco Energy	✓	✓
Belpower International	✓	
Coretec Trading		✓
Direct Energie Belgium (Poweo)	✓	✓
E.ON Belgium	✓	
EDF Luminus	✓	✓
Electrabel (Engie)	✓	✓
Elegant	✓	✓
Elexys	✓	✓
Endesa Energía	✓	
Eneco België	✓	✓
Energie 2030 Agence	✓	
Energie I&V België (Anode Energie)	✓	
Eni	✓	✓
Eni Gas & Power	✓	✓
Enovos Luxembourg (Succursale : Enovos Belgium)	✓	✓
Eoly	✓	✓
Essent Belgium	✓	✓
Energy Cluster	✓	✓
Gas Natural Europe		✓
Groene Energie Administratie (Greenchoice)	✓	✓
Lampiris	✓	✓
NatGAS		✓
Octa+ Energie	✓	✓
Power Online (Mega)	✓	✓
Powerhouse	✓	✓
RWE Supply & Trading	✓	✓
Scholt Energy Control	✓	✓
Total Gas & Power Belgium	✓	✓
Trevion	✓	
Vlaams Energiebedrijf	✓	✓
Watz.	✓	✓
Wingas		✓

Source : BRUGEL – Situation au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, 36 sociétés étaient titulaires d'une licence de fourniture en région de Bruxelles-Capitale: six ayant une licence pour l'électricité uniquement, cinq ayant une licence pour le gaz uniquement et 25 disposant de licences pour les deux vecteurs d'énergie.

Seuls 23 des détenteurs de licences de fourniture fournissent effectivement de l'énergie aux clients finals bruxellois, ils étaient au nombre de 25 au 31 décembre 2015, soit une baisse de 8%.

L'année 2016 a été marquée par la fusion par absorption d'Electrabel Customer Solutions SA par Electrabel SA. L'avis portant sur la cession des licences d'Electrabel Customer Solutions SA à Electrabel SA a été rendu par BRUGEL. C'est ainsi que, à partir du 1er janvier 2016, tout le reporting relatif à Electrabel Customer Solution a été intégré dans celui d'Electrabel SA, ce dernier opérant depuis lors sous la marque commerciale « Engie ».

L'année 2016 a également été marquée par le rachat du fournisseur Lampiris SA par le groupe Total. Suite à cela, BRUGEL a rendu un avis favorable au renouvellement des licences de Lampiris, étant donné que ce changement de contrôle n'avait pas d'impact sur les conditions dans lesquelles les licences avaient été octroyées à Lampiris S.A. La législation bruxelloise oblige tout titulaire d'une licence de fourniture à faire offre à tout consommateur qui en fait la demande, et ce, dans des conditions non discriminatoires. Néanmoins, tous les fournisseurs ne ciblent pas la même clientèle, chaque fournisseur étant libre de définir sa stratégie commerciale : le tableau ci-dessous illustre les différents segments visés par les fournisseurs actifs sur le marché bruxellois d'électricité et de gaz.

8 19 JUILLET 2001. - Ordonnance relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.

9 1 AVRIL 2004. - Ordonnance relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.

10 18 JUILLET 2002. - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les critères et la procédure d'octroi, de renouvellement, de cession et de retrait d'une [licence] de fourniture d'électricité.

11 6 MAI 2004. - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les critères et la procédure d'octroi, de renouvellement, de cession et de retrait d'une autorisation de fourniture de gaz et portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 fixant les critères et la procédure d'octroi, de renouvellement, de cession et de retrait d'une [licence] de fourniture d'électricité.

**Tableau 10 - Clientèle privilégiée des fournisseurs actifs**

Fournisseur	Clientèle cible		
	Résidentiel	PME	Industrie
Antargaz Belgium	-	X	X
Belgian Eco Energy	-	X	X
Belpower International	X	X	-
Coretec Trading	-	X	X
Direct Energie Belgium (Poweo)	X	X	X
E.ON Belgium	-	-	X
EDF Luminus	X	X	X
Electrabel (Engie)	X	X	X
Elexys	-	X	X
Eneco België	-	X	X
Energie 2030 Agence	X	X	-
Energie I&V (Anode Energie België)	-	X	X
Eni Gas & Power	-	X	X
Enovos Luxembourg (Succursale : Enovos Belgium)	-	X	X
Eoly	-	-	X
Essent Belgium	-	X	X
Gas Natural Europe	-	X	X
Lampiris	X	X	X
Octa+ Energie	X	X	X
Power Online (Mega)	X	X	X
Scholt Energy Control België	-	X	X
Total Gas & Power Belgium	-	X	X
Vlaams Energiebedrijf	-	X	X
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>21</b>

Source : BRUGEL – Situation au 31 décembre 2016

Ce tableau illustre bien la moindre présence des fournisseurs auprès des clients résidentiels qu'auprès des clients professionnels. Toutefois, comme mentionné dans la section relative à la concentration des marchés, ceci ne signifie pas pour autant qu'il y a moins de concurrence sur ce segment. D'ailleurs, il a été constaté que ce segment affiche la plus forte progression en terme de HHI ou C3 au cours des quatre dernières années.

### 2.1.2.2 Autorisation de fourniture locale

L'ordonnance bruxelloise prévoit la possibilité pour les fournisseurs d'énergie d'introduire une demande de licence de fourniture locale.

Au 31 décembre 2016, aucun arrêté spécifiant les critères d'octroi de cette licence n'est d'application. Par le passé, BRUGEL a été interpellée à plusieurs reprises par de petits fournisseurs désireux de pouvoir bénéficier d'une telle licence. Il semble, dès lors, opportun de suggérer qu'une réflexion soit menée, dans le cadre de futures modifications des ordonnances « électricité » et « gaz », afin d'évaluer l'opportunité de maintenir ou de supprimer la notion de fourniture locale.

### 2.1.3 État d'avancement du développement d'un système d'échanges de données entre les GRD et les fournisseurs : MIG6

Dans le cadre de ses missions, BRUGEL a participé activement aux discussions menées au sein d'ATRIAS<sup>12</sup> et qui visent la mise en œuvre de nouvelles normes pour les échanges de données entre les GRD et les fournisseurs (dénommé ci-après MIG6).

Le projet du MIG6 vise à intégrer les transformations futures du marché (la gestion des productions décentralisées et des systèmes intelligents de mesure) et le besoin d'accompagner

l'évolution naturelle du marché qui tend vers une optimisation du rapport coûts/qualités des services.

Dans le cadre des discussions menées par ATRIAS, BRUGEL a été sollicitée à plusieurs reprises pour rendre son avis sur des documents ou propositions élaborés par ATRIAS en concertation avec les fournisseurs. En effet, les documents relatifs au MIG6 soumis par ATRIAS pour approbation des régulateurs subissent régulièrement des adaptations ou des mises à jour essentielles pour corriger les erreurs identifiées ou pour améliorer certains processus du marché. En outre, plusieurs réunions thématiques ont lieu entre les régulateurs et ATRIAS notamment pour échanger sur le modèle de gestion des indicateurs de suivi des performances des acteurs sur un ensemble de processus du marché et la gestion future des productions décentralisées.

Ci-après les principaux points d'attention relevés par BRUGEL dans ses échanges avec ATRIAS :

#### • Gestion des productions décentralisées :

Dans le cadre des préparatifs pour la mise en œuvre du MIG6, les fournisseurs ont sollicité plusieurs fois les régulateurs sur la mise en œuvre des différents services de commercialisation des productions décentralisées (injection, prélèvement, production excédentaire après compensation<sup>13</sup>). Les fournisseurs ont en effet identifié plusieurs imprécisions liées à l'utilisation des services prévus par le MIG6 notamment concernant le paiement de la TVA à un résidentiel producteur lors du rachat de sa production et les conséquences de l'arrêt de la compensation prévu, au plus tard, à partir du 1er janvier 2018. Les fournisseurs estiment qu'ils ne peuvent pas prendre le risque de mettre en œuvre leurs systèmes de facturation sur un principe qui n'est pas encore officiellement intégré dans les textes légaux.

Concernant le paiement de la TVA à un résidentiel producteur lors du rachat de sa production, BRUGEL rappelle que cette problématique ne relève pas de sa compétence.

<sup>12</sup> Atrias est une initiative commune des gestionnaires du réseau de distribution. La société a été créée le 9 mai 2011 et son siège central est établi à Bruxelles. [www.atrias.be](http://www.atrias.be).

<sup>13</sup> Ce service est proposé uniquement pour la Wallonie et la Flandre car les compteurs installés chez les producteurs à Bruxelles sont bidirectionnels et que le cadre légal prévoit l'arrêt de la compensation à partir du 1er janvier 2018.

Pour ce qui concerne l'arrêt de la compensation à Bruxelles, le cadre légal<sup>14</sup> en vigueur prévoit en effet l'arrêt de la compensation à Bruxelles au plus tard en janvier 2018. En outre, la méthodologie tarifaire du 1er septembre 2014 prévoit quant à elle la suppression de cette compensation dans les tarifs de distribution à partir de la mise en production du MIG6.

Toutefois, BRUGEL constate que le lancement de la nouvelle application de mise en oeuvre du MIG 6 ne peut être lancée avant septembre 2018. BRUGEL recommande donc au gouvernement d'adapter l'arrêté relatif à la promotion de l'électricité verte pour lier l'arrêt de la compensation avec la date de démarrage du MIG6.

#### • Gestion des indicateurs de performance :

Dans le cadre du MIG en vigueur (version 4.0 : MIG4), un monitoring relativement sommaire est déjà réalisé pour avoir une vue globale de la qualité des échanges entre les GRD et les fournisseurs. Toutefois, contrairement au MIG actuel qui est structuré en plusieurs scénarios distincts (exécutés comme des workflows distincts), dans le nouveau MIG6, ces scénarios seront construits et exécutés de manière

modulaire<sup>15</sup> pour rendre les processus du marché rapides, interactifs, simples et transparents.

Pour ce faire, tous les tests mis en oeuvre dans le MIG actuel ne seront pas appliqués lors du lancement des processus de marché. Ils subiront uniquement une partie des tests : les tests *ex-ante*<sup>16</sup>. Une autre partie des tests actuels seront appliqués à la fin de la transaction (les tests *ex-post*<sup>17</sup>). Ces nouveautés apportent indéniablement de l'interactivité et de la fluidité dans le traitement des processus du marché et devraient faciliter les échanges entre les différents opérateurs.

Toutefois, le régulateur doit être plus attentif notamment concernant le respect des délais légaux. La fréquence de reporting doit donc être intensifiée et les acteurs qui ne s'y conforment pas doivent donc être clairement identifiés. Un système de sanctions doit en outre être instauré.

Dans cette optique, le groupe de travail d'ATRIAS, dont les régulateurs font partie, a défini un ensemble de KPI pour évaluer la qualité des échanges et de l'exécution des processus par les acteurs du marché. Les discussions sur la gouvernance de ce modèle de gestion et la définition d'un système de sanctions relatif à ces KPI ont été reportées pour avoir le recul suffisant sur les processus du MIG6.

#### • La sécurité des données et la protection de la vie privée :

Compte tenu de l'évolution annoncée du cadre légal européen relatif aux analyses d'impact sur la sécurité des données et sur la protection de la vie privée des utilisateurs du réseau (DPIA pour Data Protection Impact Assessment),

BRUGEL a invité ATRIAS et SIBELGA à continuer leur collaboration avec la commission de protection de la vie privée (CPVP) et à tenir compte de ses recommandations. Il s'agit de s'assurer que les choix techniques et technologiques effectués pour la gestion des données des utilisateurs du réseau (notamment pour les données issues des compteurs intelligents) satisferont aux évaluations d'impact (DPIA) exigées par le règlement 2016/679/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Sous l'impulsion de BRUGEL, SIBELGA a pris, en 2016, les devants pour établir une collaboration proactive et constructive avec la CPVP et dans la conduite des évaluations d'impact sur la sécurité et la vie privée des utilisateurs du réseau. Les premiers résultats de ces évaluations, qui ont été communiqués à BRUGEL, sont encourageants. D'autres évaluations devront être menées dans le cadre d'un processus itératif continu selon le canevas établi par la Commission européenne.

Outre la gestion des compteurs intelligents, le nouveau MIG apporte une nouvelle fonctionnalité, dénommée «*Préswitching*». Elle vise à augmenter la qualité et la fluidité dans le traitement des processus du marché. Il s'agit, via cette fonctionnalité, de mettre pro activement à disposition des opérateurs du marché des informations relatives aux points d'accès. Trois services catalogues (BASIC, LIGHT et FULL)<sup>18</sup> sont proposés par ATRIAS selon une gradation allant du plus restrictif au moins restrictif en termes d'accès aux données du registre d'accès. Compte tenu des risques encourus par le client final notamment sur le respect de son choix (doit impérativement

14 L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte stipule dans son article 41 : « Les installations de production d'électricité verte certifiées qui bénéficient de la compensation décrite à l'article 34 continuent à en bénéficier jusqu'à la mise en service de la nouvelle chambre de compensation mettant en oeuvre le nouveau MIG 6 ou au plus tard le 1er janvier 2018. Après cette mise en service, le principe de compensation n'est plus d'application ».

15 Un module peut regrouper un ou plusieurs scénarios selon la logique des tests *ex-ante* communs à ces scénarios. Le but est d'obtenir un fonctionnement modulaire plus générique qui permette de regrouper un certain nombre de scénario et de les tester de façon générique.

16 Les tests *ex-ante* sont des tests qui sont réalisés, au début du processus, afin de garantir un bon fonctionnement d'une transaction (tests obligatoires).

17 Les tests *ex-post* (monitoring) sont prévus afin de garantir les accords du marché (tests nécessaires). Ces tests sont réalisés après l'enregistrement d'une transaction.

18 Les trois catalogues sont : BASIC : données de base mise à disposition pour proposer une offre de contrat (le détenteur d'accès n'a pas encore de contrat) et n'a pas pour vocation le lancement d'une transaction donnée ; LIGHT : plus de données sont mises à disposition pour pouvoir initier une transaction (le détenteur d'accès a un contrat mais n'est pas encore enregistré dans le registre d'accès); FULL : toutes les données sont mises à disposition (le détenteur d'accès a un contrat actif).

être exprimé de manière explicite) et de sa vie privée, les régulateurs régionaux n'ont pas souhaité intégrer dans la base de données LIGHT les données relatives à la consommation des clients sans le consentement de la commission de protection de la vie privée (CPVP) et ont invité les fournisseurs à solliciter préalablement l'avis de cette commission.

En outre, il a été prévu au sein d'ATRIAS, dans le cadre de la mise en œuvre du règlement européen, de mettre en œuvre des moyens de garantir la sécurité des données sensibles des clients par l'anonymisation de ces données (via la méthode de Data Scrambling).

BRUGEL appuie ces mesures et plaide pour une prise en charge de la problématique de la sécurité et de la protection des données à caractère personnel dès la phase de conception des systèmes de traitement de ces données. BRUGEL recommande aussi à tous les acteurs concernés par la chaîne de transmission électronique des données des utilisateurs (GRD, ATRIAS, fournisseurs ou entreprises de conseil en énergie) d'adopter une méthodologie conforme au modèle DPIA d'analyse des risques, recommandé par le régulateur européen. Le processus d'évaluation doit en outre s'inscrire dans la continuité, comme le recommande la commission de protection de la vie privée.

#### • Informations sur les fonctionnalités du MIG6 :

Étant donné la complexité des nouvelles règles d'échanges apportées par le MIG6, BRUGEL a, à plusieurs reprises,

demandé à ATRIAS de prévoir les moyens d'informer les nouveaux acteurs et ceux qui ne font pas partie du forum de discussion d'ATRIAS de tous les changements proposés dans le MIG6 et les exigences y relatives pour rendre aisé leur accès au marché. Dans ce cadre, BRUGEL loue les efforts d'ATRIAS dans l'organisation, en 2016, de plusieurs séances d'information au profit des fournisseurs.

En outre, même si le MIG décrit les processus d'échange de données entre acteurs, il contient plusieurs règles qui concernent le client final. BRUGEL demande donc à SIBELGA de rédiger un manuel simplifié pour les utilisateurs finals qui leur permettra de comprendre les différents processus du marché dans lesquels ils sont impliqués directement (déménagement, changement de régime de comptage, changement de fournisseurs, services de commercialisation des productions décentralisées, etc.).

#### • Date du go-live :

La date de démarrage du projet du nouveau système d'échange d'informations (MIG 6), initialement prévue pour mi-2016, a été plusieurs fois reportée pour des considérations liées en grande partie aux retards dans le développement des applications d'ATRIAS (Système de Marché Centralisé : dénommé ci-après CMS) et des acteurs impliqués (GRD et fournisseurs) notamment dans l'exécution des tests du CMS et des systèmes connectés des GRD et des fournisseurs.

La convention de collaboration signée entre les parties impliquées par le MIG6 a été ainsi modifiée afin d'intégrer une nouvelle date du go-live fixée pour le mois de janvier 2018. Cette date a été ensuite plusieurs fois confirmée avant de subir un nouveau report lors de la réunion du comité de marché du 19 avril 2017. Lors de cette réunion, il a été décidé de fixer cette date de démarrage au mois de septembre 2018. Dans un courrier à ATRIAS, les régulateurs régionaux ont pris acte de cette décision en évoquant l'ampleur des impacts occasionnés sur l'ensemble des acteurs et les risques sur le bon fonctionnement du marché de l'énergie et en exigeant le respect par toutes les parties de ce nouvel engagement.

## 2.2 Marché des services de flexibilité

Le marché de fourniture des services de la flexibilité énergétique vise à valoriser la capacité des consommateurs et des petits producteurs à modifier leur profil de consommation et/ou de production en fonction de signaux extérieurs envoyés par les acteurs du marché de l'électricité.

Au niveau fédéral, un modèle de marché de la flexibilité est en préparation et devrait s'appuyer sur les propositions de la CREG formulées dans son rapport du 5 mai 2016<sup>19</sup>. Ces propositions visent essentiellement à supprimer les barrières qui empêchent d'utiliser au maximum les ressources de la flexibilité disponibles sur tous les réseaux électriques (y compris le transport régional et le réseau de distribution). L'étude de la CREG a identifié deux réformes majeures à opérer afin d'exploiter de manière optimale les sources de flexibilité. Il s'agit de :

1. établir des règles pour le transfert d'énergie<sup>20</sup>
2. ouvrir les marchés d'électricité aux produits de flexibilité.

Ces propositions répondent en partie à une demande des acteurs du marché de définir un cadre légal pour le

<sup>19</sup> « Les moyens à mettre en œuvre pour faciliter la participation de la flexibilité de la demande aux marchés de l'électricité en Belgique ».

<sup>20</sup> Il s'agit d'une solution permettant aux clients finals de valoriser leur flexibilité auprès d'un tiers différent de leur fournisseur. Des solutions de compensation financières sont proposées pour compenser le fournisseur pour l'énergie fournie mais non consommée. Le transfert d'énergie désigne donc l'activation de la flexibilité impliquant deux BRP et/ou deux fournisseurs distincts.

développement optimal du marché de la flexibilité. Dans ce cadre, BRUGEL a entamé en 2016 des discussions avec les différents acteurs du marché pour sonder leurs opinions et leurs préoccupations par rapport aux enjeux de la mise en œuvre d'un cadre réglementaire pour ce nouveau marché.

D'autres acteurs comme SYNERGRID et ELIA ont apporté de nouvelles propositions visant à la mise en œuvre d'un marché de la flexibilité dont l'origine se trouve chez les utilisateurs des réseaux de distribution.

Ci-après sont décrits les principaux points d'attention soulevés par ces différentes initiatives.

### 2.2.1 Consultation publique de BRUGEL

BRUGEL a sollicité l'avis des acteurs du marché sur le cadre réglementaire à mettre en œuvre en région de Bruxelles-Capitale en tenant compte du modèle fédéral (transfert d'énergie) en préparation et dans le respect des compétences et spécificités régionales.

Globalement, la plupart des acteurs se sont félicités de l'initiative de BRUGEL et ont apporté, en plus des réponses aux questions posées, des considérations générales qui rappellent leurs positions de principe sur cette thématique. Le rapport de consultation<sup>21</sup> synthétisant les différentes réponses des acteurs est publié sur le site internet de BRUGEL.

Ci-après les principaux points d'attention de BRUGEL, répartis selon les trois thèmes abordés lors de la consultation publique.

#### Thème I : protection des clients

Dans ce thème, BRUGEL cherche à identifier les obstacles qui pourraient compromettre le libre choix des clients, les mesures adéquates (réglementaires, tarifaires,...) qui permettent de renforcer la protection de ces clients par un accès facilité et

garanti au marché, les mesures de protection économique et les mesures en faveur du respect de la vie privée. BRUGEL pense, en effet, qu'une attention particulière doit être portée à la protection des clients actifs ou non (en particulier les plus vulnérables) dans le marché de la flexibilité. Dans cette perspective, BRUGEL s'est aussi interrogée sur l'élargissement de cette protection aux petites et moyennes entreprises.

Compte tenu des réponses fournies par les acteurs du marché, BRUGEL continuera sa réflexion notamment concernant les orientations suivantes :

- même si BRUGEL ne partage pas l'idée de laisser le marché de la flexibilité sans aucune régulation, elle veillera à mettre en œuvre une régulation utile pour la protection des clients et respectueuse de l'équilibre des intérêts des différents acteurs,
- pour le déploiement des compteurs intelligents, le choix des segments concernés, le rythme de déploiement de ces compteurs et la tarification y relative seront analysés à la lumière des opportunités ou difficultés qu'ils peuvent susciter sur le marché de la flexibilité,
- au vu de la maturité du marché de la flexibilité, la mise en œuvre du cadre d'application du principe de la comparabilité des offres nous semble prématurée. BRUGEL continue toutefois à insister sur l'importance de ce principe et à échanger avec les acteurs sur la faisabilité future d'un tel principe.
- même si la maturité du marché de la flexibilité ne permet pas de trancher la question du besoin de protection des clients actifs ou non sur le marché de la flexibilité, le risque de subsidiation croisée entre ces clients n'est pas écarté. BRUGEL voit dans le rôle de facilitateur du marché, qui peut être accordé au GRD, un moyen de contrôler les données de comptage des activités de flexibilité et un outil pour le suivi de ce risque de subsidiation. BRUGEL continue toutefois à échanger avec les acteurs sur les modalités de mise en œuvre

de ce rôle de facilitateur du marché.

#### Thème 2 : gestion des réseaux de distribution

Dans ce thème, BRUGEL cherche à identifier le cadre adéquat (réglementaire, tarifaire,...) qui favoriserait la mise en œuvre des mesures de gestion de la demande dans le cadre de la planification ou la conduite des réseaux de distribution.

Compte tenu des réponses fournies par les acteurs du marché, BRUGEL s'efforcera de mener sa réflexion dans le respect de l'équilibre des intérêts des différents acteurs et de s'inscrire également dans la tendance européenne. Notamment :

- BRUGEL est d'avis que la décision opérée par le gestionnaire de réseau d'investir ou de planifier une action doit être basée, le cas échéant, sur un arbitrage économique. La méthodologie qui analyse l'arbitrage économique devrait également selon BRUGEL être élaborée sur la base des principes européens de transparence,
- BRUGEL considère que tout utilisateur doit pouvoir valoriser sa flexibilité. Néanmoins, ce droit ne peut être considéré comme absolu. Dans certaines situations spécifiques et préalablement définies, l'activation de la flexibilité pourrait être limitée,
- en ce qui concerne les sous-compteurs, BRUGEL approfondira son analyse eu égard aux arguments soulevés par les différents acteurs. Dans tous les cas, les sous-compteurs doivent être conformes aux prescriptions techniques de SYNERGRID,
- en ce qui concerne le stockage, BRUGEL s'inscrit, à ce stade de la réflexion, dans la lignée des prescrits du « winterpackage », qui sont les suivants :
  - le GRD ne peut posséder, développer et gérer ces installations que si les conditions suivantes sont remplies:
    - ✓ après un appel d'offres public et si aucun autre acteur n'a montré son intérêt pour cette activité,

<sup>21</sup> RAPPORT de consultation publique sur le cadre réglementaire à mettre en œuvre pour le bon fonctionnement du marché de flexibilité en région de Bruxelles-Capitale. BRUGEL-20170310.



- ✓ moyennant l'accord du régulateur,
- ✓ si le stockage est utilisé seulement pour la gestion efficace et en sécurité du réseau.
- Le respect de règles d'*unbundeling*.
- l'État membre doit organiser à intervalles réguliers et au moins tous les cinq ans une consultation publique pour évaluer l'intérêt potentiel des acteurs du marché.

### Thème 3 : fonctionnement du marché

Dans ce thème, BRUGEL cherche à identifier les mesures (réglementaires, tarifaires,...) à mettre en œuvre pour assurer le bon fonctionnement du marché en termes de garanties d'accès aux activités et aux données, et pour maintenir l'équilibre des intérêts en termes de répartition des coûts et des pratiques non discriminatoires.

Dans sa réflexion sur le futur cadre réglementaire du marché de la flexibilité, BRUGEL tient compte des considérations suivantes :

- l'éventuel impact sur la sécurité du système, les flux financiers associés à l'activité et les éventuels problèmes liés à la vie privée poussent BRUGEL à approfondir sa réflexion sur la réglementation de l'accès à la profession d'agrégateur et aux critères à mettre en place pour autoriser un acteur à pratiquer cette activité. Dans cette optique, BRUGEL préconise, comme dans le cadre de la licence de fourniture d'énergie, l'obligation de détenir une licence pour la fourniture des services de gestion de la demande. Cette licence doit être établie dans le respect de certaines conditions préalablement déterminées et discutées avec tous les acteurs.
- le besoin de développer une vision à long terme, intégrée et globale, du cadre réglementaire : il s'agit de ne pas se limiter

aux besoins urgents du moment ni de se limiter aux seuls utilisateurs actuels pour penser le cadre réglementaire du marché de la flexibilité à long terme;

- le besoin de rechercher rapidement des solutions transitoires pour permettre aux activités de la flexibilité de se développer;
- le besoin de rechercher des solutions concertées et harmonisées au niveau belge,
- sur le long terme, BRUGEL plaide en faveur de la consolidation du rôle du GRD comme facilitateur du marché de la flexibilité dans ses fonctions de gestionnaire des données de comptage et des processus du marché. À court terme, BRUGEL plaide davantage pour une collaboration responsable entre les GRD et ELIA d'une part, et entre les GRD et les autres acteurs du marché d'autre part pour un lancement rapide et optimal du marché de la flexibilité.

### 2.2.2 Position de BRUGEL sur les documents de SYNERGRID

Étant donné que les produits « R1-Asymétrique <sup>22</sup>», R3DP<sup>23</sup> et SDR<sup>24</sup> ont pour objectifs de constituer des réserves pour gérer l'équilibre entre la demande et l'offre d'électricité dans la zone de réglage belge, BRUGEL, même si elle ne dispose pas de compétences légales pour approuver les projet de contrats des GRD ou des prescriptions techniques de SYNERGRID, reconnaît la qualité des documents soumis et l'intérêt qu'ils représentent pour la mise en œuvre de ces produits en tenant compte de la sécurité des réseaux de distribution. Pour ce type de demande, BRUGEL ne délivre pas d'approbation mais veille à formuler les remarques qu'elle juge nécessaires pour arriver à des documents finals équilibrés en termes de droits et devoirs entre les différentes parties et respectueux de la réglementation en vigueur.

Ci-après les principaux documents soumis pour avis à BRUGEL :

- **Mise en œuvre du produit « R1-Asymétrique » :**  
Le produit d'ELIA « R1-Asymétrique » vise à mieux gérer l'équilibre entre la demande et l'offre d'électricité dans la zone de réglage belge par le recours à une certaine flexibilité sur le réseau de distribution.

En vue de l'ouverture de ce produit aux utilisateurs de réseau de distribution, comme ELIA l'a proposé dans sa TaskForce Balancing, le 29 janvier 2016, SYNERGRID a soumis le projet de contrat GRD/SPF<sup>25</sup>, spécifique à ce produit, à l'approbation des régulateurs régionaux. Ce projet de contrat a été préalablement soumis à une consultation publique, organisée entre le 1er et le 26 février 2016.

Ce contrat est nettement plus limité que le contrat en vigueur pour R3DP et SDR. En effet, dans le cadre du produit R1, les GRD considèrent qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une étude d'impact de la flexibilité sur le réseau (NFS) puisque les durées d'activation de R1 sont très courtes, alors que l'étude NFS vise à détecter les problèmes éventuels de qualité de tension ou de congestion liés à des activations plus longues. En outre, les GRD considèrent qu'ils n'ont pas de rôle particulier à jouer en matière de comptage de l'activation du produit R1, étant donné que les activations de R1 n'interfèrent pas avec les calculs de volumes ni avec les processus de marché basés sur des mesures quart-horaires, et que cela ne sera vraisemblablement pas le cas non plus à l'avenir.

BRUGEL est d'avis que dans le futur, et notamment suite au développement du stockage, les clients raccordés en basse tension pourraient également participer au R1-asymétrique. Dès lors, il serait opportun de réfléchir à la faisabilité pratique de cette participation.

<sup>22</sup> Ce produit est destiné au réglage primaire du réseau d'ELIA.

<sup>23</sup> Le projet (R3 Dynamic profile) est un produit destiné à gérer l'équilibre entre la demande et l'offre d'électricité dans la zone belge. Ce produit vise à valoriser, renouvelé par la CREG pour 2016, l'effacement de charges des gros clients raccordés en réseau de distribution pour participer au réglage tertiaire d'ELIA. La mise en œuvre de ce produit nécessite la conclusion d'un contrat entre les GRD et les opérateurs de flexibilité (dénommés FSP). Ces contrats concernent le comptage et la qualification des installations des clients concernés par l'activité de flexibilité.

<sup>24</sup> SDR (Strategic Demand Reserves) : services de flexibilité faisant partie de la réserve stratégique pour l'hiver (du 1/11/2015 au 31/3/2016), réalisés au moyen de la réduction de la consommation d'électricité d'URD, achetés par Elia à un ou plusieurs FSP

<sup>25</sup> Fournisseur de services de Balancing ou de réserves stratégiques à ELIA. Il s'agit des acteurs comme Actility, Restore, Energy pool.



- **Prescriptions relatives aux installations des utilisateurs de réseau :**

Comme les précédentes années, plusieurs documents de SYNERGRID ont été soumis aux régulateurs régionaux pour approbation. Il s'agit du projet de contrat GRD/FSP, de la FAQ C10/11<sup>26</sup> et des prescriptions techniques C8/01<sup>27</sup> et de la C8/02<sup>28</sup>.

Outre les clarifications techniques, les nouveaux documents apportent les modifications suivantes :

- Absence de date d'expiration : désormais les documents relatifs aux produits de flexibilité d'ELIA restent valables jusqu'à une éventuelle révision future. Il n'y aura plus de renouvellement annuel comme c'était le cas jusque maintenant.
- Qualification des installations des clients participant aux produits d'ELIA : sauf mention contraire, le réseau électrique est réputé « zone verte » (pas de contraintes limitant les activités de flexibilité sur la zone). Lorsqu'une zone du réseau devient « rouge » (présence de fortes contraintes pour les activités de la flexibilité), un délai de 12 mois est donné pour les clients déjà qualifiés sur la zone avant de voir leur activité de flexibilité limitée par le GRD. La capacité disponible sur la zone rouge sera répartie entre les nouveaux arrivants sur la zone. Au bout de 12 mois, cette règle sera appliquée à tous les clients y compris ceux qui sont déjà qualifiés.
- Dispositions particulières pour BRUXELLES : à la demande de SIBELGA, les documents C08/1 et C08/2 comportent des dispositions spécifiques à notre région, notamment concernant la gestion des compteurs situés derrière le compteur de tête (submetering) et les échanges entre le FSP et le GRD. Les propositions de SIBELGA s'inscrivent globalement dans la lignée de l'orientation exprimée par les autres GRD, particulièrement:
  - le rôle du GRD dans la gestion future des submetering,
  - le besoin d'informer le GRD des activités du FSP.

Dans sa réponse à SYNERGRID, BRUGEL a recommandé, avant d'arrêter une position officielle sur le sujet, un traitement équitable dans la gestion des submetering existants. En effet, si les compteurs existants sont conformes aux exigences de SYNERGRID (il reste à clarifier le contenu de ces exigences par ailleurs), il ne semble pas opportun de transférer la propriété de ces compteurs au GRD pour en assurer la gestion complète (entretien et communication des données). Les clients qui utilisent déjà leur propre compteur devraient pouvoir continuer à le faire.

- Conditions de raccordement des batteries de stockage d'électricité : SYNERGRID a évoqué l'urgence (risque d'apparition rapide et en grande quantité de batteries de stockage raccordées aux installations de productions décentralisées) pour intégrer dans les FAQ associées à la C10/11 un ensemble de conditions (équivalentes aux conditions de raccordement des installations PV). Lors de la réunion de concertation avec SYNERGRID, les régulateurs régionaux ont signifié à SYNERGRID que la méthode utilisée (publication d'un ensemble de conditions de raccordement de batteries via des FAQ et sans accord des régulateurs) n'était pas adéquate. SYNERGRID a finalement rectifié le tir en lançant la procédure habituelle pour l'adaptation de la C10/11 afin d'intégrer les exigences de raccordement pour les batteries.

## 2.3 La procédure relative au fournisseur de secours

Lorsqu'un fournisseur en difficulté ne respecte plus ses engagements et n'achète plus d'énergie pour ses clients, cela peut avoir un effet perturbateur sur le marché. Dès lors, BRUGEL a considéré opportun de mettre en place un cadre légal qui aurait pour objectif d'assurer la continuité de fourniture et garder l'équilibre du marché de l'énergie (éviter l'effet domino d'une faillite).

Depuis 2014, le groupe de travail FORBEG se réunit en vue d'élaborer et de proposer un projet de renforcement de la réglementation relative au fournisseur de substitution. L'objectif poursuivi est d'harmoniser les réglementations régionales relatives au fournisseur de substitution. L'objectif de cette réglementation consiste à réduire au maximum l'impact sur le marché et sur les clients d'un fournisseur manquant à ses engagements. Étant donné que seuls les régulateurs régionaux font partie de ce groupe de travail, sa portée est limitée aux compétences régionales mais le régulateur fédéral (CREG) intervient aussi en tant qu'observateur dans le groupe de travail.

Il existe déjà diverses dispositions applicables en la matière. L'article 25noviesdecies de l'ordonnance électricité et son équivalent pour le gaz prévoient, par exemple, qu'en cas de faillite d'un fournisseur, le fournisseur par défaut assure l'alimentation des clients du fournisseur défaillant. Néanmoins, cet article ne semble plus s'inscrire dans la réalité des règles de marché.

La réflexion sur la procédure relative au fournisseur de substitution vise à refléter le point de vue commun des régulateurs régionaux concernant le cadre au sein duquel cette réglementation relative au fournisseur de substitution sera élaborée.

Au long de l'année 2016, plusieurs consultations ont été menées par les autres régulateurs régionaux et BRUGEL concernant le document de travail commun visant cette problématique. Ainsi, les régulateurs ont rencontré les fournisseurs, les gestionnaires des réseaux, certains curateurs et les administrations fédérales.

À la suite de tous ces travaux, les régulateurs régionaux publieront un projet d'avis au courant de l'année 2017.

26 FAQ accompagnant la prescription C10/11 «prescriptions techniques spécifiques pour les installations de production décentralisées fonctionnant en parallèle sur le réseau de distribution ». Il s'agit d'une prescription qui décrit les procédures de raccordement des installations PV, congènes ou éoliennes sur le réseau de distribution. L'adaptation du FAQ porte sur les conditions de raccordement des batteries de stockage.

27 « Critères et procédure de qualification pour participation au produits d'ELIA ». Il s'agit d'une prescription qui décrit les procédures de préqualification des installations des clients participants au produit d'ELIA.

28 « Modalités générales pour le placement et la gestion de compteurs dédiés dans le cadre des produits R3 et SDR d'ELIA ». Il s'agit d'une prescription qui décrit les conditions de placement et de gestion des compteurs situés derrière le compteur de tête.

# 3. Développement des réseaux d'électricité et de gaz

## 3.1 État des réseaux d'approvisionnement en électricité et en gaz

### 3.1.1 Les réseaux électriques

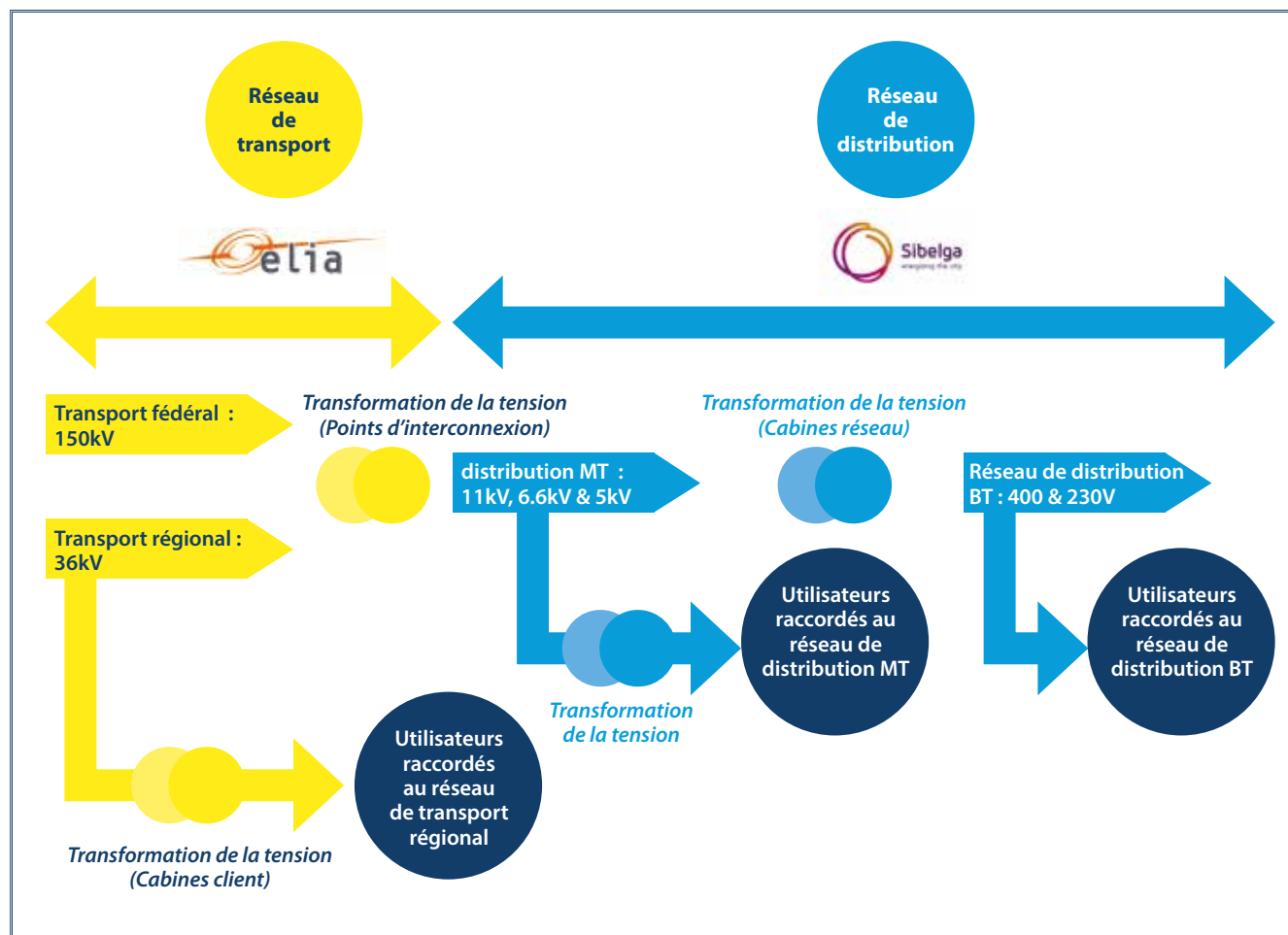
#### 3.1.1.1 L'approvisionnement électrique de la région bruxelloise

L'alimentation électrique des consommateurs situés en région de Bruxelles-Capitale est effectuée via le réseau de transport et le réseau distribution. La figure suivante illustre la manière dont les consommateurs sont alimentés.

Le réseau de transport est composé du réseau de transport fédéral 150kV et régional 36kV. Bien que ces réseaux soient gérés par la même société, à savoir ELIA, une distinction découlant du cadre légal est opérée entre ces deux réseaux. En effet, l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale définit le réseau de transport régional comme l'ensemble des installations d'une tension de 36kV établit sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale.

Certains « gros consommateurs » sont directement raccordés sur le réseau de transport régional mais l'essentiel de l'énergie électrique acheminée est injectée dans le réseau de distribution dont SIBELGA assure la gestion. Cette injection est réalisée moyennant une transformation de la tension dans les 48 postes d'interconnexion présents sur le territoire bruxellois.

Figure 7: Principe de l'alimentation des consommateurs en RBC



Ainsi, la haute tension<sup>29</sup> du réseau de transport (150 ou 36kV) est transformée en moyenne tension, c'est-à-dire en 11(principalement), 6,6 ou 5kV. Peu de clients (2 968 au total) sont raccordés directement au réseau moyenne tension de SIBELGA puisque la quasi-totalité des consommateurs bruxellois (642 547 au total) sont raccordés sur le réseau de distribution basse tension. L'énergie transitant par le réseau moyenne tension est effectivement transformée en basse tension (400 et 230V) par l'intermédiaire de 3 074 cabines réseau appartenant à SIBELGA.

### 3.1.1.2 Répartition des compétences en matière de contrôle des gestionnaires de réseau

Conformément au cadre légal, la région bruxelloise (et donc BRUGEL) est compétente pour les matières relatives à la distribution et au transport régional d'électricité par le biais de réseaux dont la tension nominale est inférieure ou égale à 70 kV alors que les autorités fédérales sont compétentes pour le transport d'énergie via le réseau de transport d'électricité à HT de 150 kV à 380 kV.

C'est dans ce cadre que les gestionnaires de réseau de transport régional et de distribution sont tenus, chacun pour ce qui les concerne, d'établir chaque année une proposition de plan d'investissements destiné à assurer la sécurité, la fiabilité, la régularité et la qualité de l'approvisionnement sur le réseau dont ils assurent respectivement la gestion dans le respect de l'environnement et de l'efficacité énergétique. Ces projets de plans d'investissements sont analysés par BRUGEL qui émet ensuite un avis destiné au gouvernement de la RBC pour les approuver.

Dans la mesure où depuis le 1er juillet 2014, BRUGEL est également compétente en matière de tarification pour la distribution, l'analyse des plans d'investissements du gestionnaire du réseau de distribution pour l'électricité et le gaz comporte également désormais un volet économique et budgétaire. Par contre, étant donné que les coûts des investissements liés au réseau de transport régional sont intégrés dans le tarif transport (il n'existe en effet pas de tarif de transport régional) et que ceux-ci sont donc contrôlés par les autorités fédérales, BRUGEL se contente d'analyser le plan d'investissements régional d'ELIA sous le volet technique afin de veiller avant tout à la sécurité, la fiabilité, la régularité et la qualité de l'approvisionnement de la région bruxelloise.

### 3.1.1.3 Contrôle et suivi du réseau de transport régional d'électricité

#### Configuration du réseau de transport régional en 2016

Comme évoqué précédemment, le principal « utilisateur » raccordé au réseau de transport régional est le gestionnaire de réseau de distribution SIBELGA. L'énergie prélevée par le réseau du distributeur est en effet dix fois plus importante que celle prélevée par les dix autres consommateurs qui sont également raccordés sur le réseau de transport régional. L'énergie prélevée par ces derniers s'élève en 2016 à 0,549TWh.

Les dimensions de ce réseau sont toutefois relativement restreintes. En effet, seuls 309,3 km de câbles d'une tension de 36kV assurent le transport de l'énergie vers les consommateurs bruxellois.

### Contrôle et suivi de la qualité de l'alimentation du réseau de transport régional en 2016

Chaque année, le gestionnaire du réseau de transport régional est tenu de communiquer un rapport à BRUGEL qui reflète la qualité de son réseau pour l'année écoulée.

L'analyse de la qualité de ce réseau fait l'objet d'une attention particulière dans la mesure où l'impact d'un incident peut avoir des répercussions sur un nombre important de consommateurs raccordés sur le réseau de SIBELGA.

Ainsi, en 2016, seuls deux incidents ayant entraîné une « longue interruption<sup>30</sup> » se sont produits sur le réseau d'ELIA. Ces incidents ont provoqué un AIT<sup>31</sup> de 57 secondes. L'un de ces deux incidents trouve son origine dans le réseau de distribution (et a engendré un AIT de 7 secondes).

<sup>29</sup> Nous définissons :

- le réseau haute tension (HT) comme le réseau dont la tension est supérieure ou égale à 30kV.
- le réseau moyenne tension (MT) comme le réseau dont la tension est supérieure ou égale à 1kV et inférieure à 36kV. Il s'agit en l'occurrence des réseaux 11kV, 6,6kV et 5kV.
- le réseau basse tension (BT) comme le réseau dont la tension est inférieure à 1kV. Ils sont composés de réseaux 400 et 230V.

<sup>30</sup> Une longue interruption est une interruption qui engendre une perte de l'alimentation supérieure à 3 minutes

<sup>31</sup> L'AIT (Average Interruption Time) est un indicateur qui donne le temps annuel d'interruption par utilisateur

## Contrôle et suivi de la planification

Conformément à son obligation légale, ELIA, en sa qualité de gestionnaire de réseau de transport régional d'électricité, a bien communiqué à BRUGEL une proposition de plan d'investissements qui couvre la période 2017-2027. Cette proposition a fait l'objet d'une analyse approfondie et un avis<sup>32</sup> favorable a été formulé à l'intention du gouvernement bruxellois.

L'analyse du plan d'investissements a en effet permis de vérifier que les investissements nécessaires sur le réseau ont bien été planifiés pour veiller aux évolutions de charges estimées à court et moyen termes.

Toutefois, il convient de signaler que les travaux relatifs à la pose du câble 150kV entre les postes Charles-Quint et Woluwe sont toujours suspendus, depuis les plaintes émises par les riverains en 2015 relatives à l'émission des champs magnétiques dudit câble. Or, la mise en service de la nouvelle liaison 150 kV Charles-Quint-Woluwe, est un prérequis à la réalisation d'autres investissements indispensables au maintien de la fiabilité du réseau de transport régional et de la sécurité d'approvisionnement de la région de Bruxelles-Capitale. Dans son avis, BRUGEL a ainsi attiré l'attention des autorités compétentes sur les différents impacts qu'engendrent la suspension de ce chantier aussi bien sur la planification des investissements d'ELIA que sur celle de SIBELGA.

### 3.1.1.4 Contrôle et suivi du réseau de distribution d'électricité

#### Description du réseau de distribution d'électricité

Comme indiqué précédemment, l'électricité est distribuée soit en moyenne soit en basse tension. Plus de la moitié de

l'électricité distribuée en région bruxelloise est destinée aux utilisateurs moyenne tension alors que ceux-ci ne représentent que 0,4% de l'ensemble des consommateurs.

Par ailleurs, le réseau de distribution est composé de 6 402,3km de câble presque exclusivement souterrain. En effet, seule 0,43% de la longueur du réseau est constituée de lignes aériennes.

#### Contrôle et suivi de la qualité de l'alimentation du réseau de distribution en 2016

À l'instar d'ELIA, SIBELGA est tenu, chaque année, de communiquer un rapport à BRUGEL qui rend compte de la qualité de son réseau pour l'année écoulée. Ainsi, en 2016, on dénombre 173 interruptions sur le réseau moyenne tension. L'essentiel de ces interruptions (près de 72%) ont pour origine un défaut de câble non causé par des tiers. Par ailleurs, l'analyse des principaux indicateurs de continuité d'alimentation sur le réseau moyenne tension indique que les objectifs fixés par SIBELGA sont pleinement atteints pour l'année 2016. Mieux, les résultats obtenus en termes d'indisponibilité, de disponibilité et de fréquence d'interruption sont les meilleurs obtenus depuis 2010.

#### Contrôle et suivi de la planification

Suite à l'examen de la proposition de plan d'investissements de SIBELGA pour le réseau de distribution d'électricité, un avis favorable a été formulé par BRUGEL à l'intention du gouvernement bruxellois.

Les principales remarques ressortant de l'analyse du plan d'investissements sont les suivantes:

- les investissements programmés pour l'année 2017 sont inférieurs à ceux programmés dans la proposition tarifaire

(2015-2019) et seront couverts par les tarifs de distribution et les interventions des utilisateurs du réseau ;

- de manière générale, sur la base des simulations numériques et des campagnes de mesures effectuées par SIBELGA sur certains assets du réseau (transformateurs, câbles MT, câbles BT...), le réseau de distribution dispose d'une capacité adéquate pour satisfaire les besoins et assurer l'alimentation de tous les clients. Les quelques installations surchargées sont identifiées et des modifications structurelles du réseau ou des investissements sont planifiés ;
- SIBELGA maintient sa vision quant à la transformation de son réseau en réseau intelligent. Le plan d'investissements prévoit en effet l'installation de compteurs smart en 2018 (projet pilote) et le déploiement de cabines smart ;
- en réponse à la directive 2012/27/EU<sup>33</sup> qui a été transposée dans l'article 25vicies de l'ordonnance électricité, SIBELGA a planifié l'installation de près de 2 425 compteurs électroniques en 2017 et 4 850 compteurs par an à partir de 2018. Les fonctionnalités dites « intelligentes » de ce type de compteur ne seront toutefois pas activées et ces compteurs seront dès lors traités comme des compteurs classiques.

## 3.1.2 Le réseau de distribution de gaz

### 3.1.2.1 Approvisionnement de la région de Bruxelles-Capitale en gaz

Le gaz naturel acheminé et distribué aux clients bruxellois provient des gisements de la province de Groningen aux Pays-Bas. C'est à partir de la double canalisation qui forme la dorsale à haute pression sur laquelle transite le gaz naturel des Pays-Bas à destination de la France que la région bruxelloise est alimentée. Le gaz est ainsi injecté sur le réseau de distribution du gestionnaire de distribution de gaz bruxellois SIBELGA via huit stations de détente et sept

<sup>32</sup> Voir avis 228 de BRUGEL du 10 novembre 2016

<sup>33</sup> Cette directive oblige les États membres, à partir du 1er janvier 2015, à installer dans tous les bâtiments neufs et les bâtiments faisant l'objet de travaux de rénovations importantes « des compteurs individuels qui indiquent avec précision la consommation réelle d'énergie du client final et qui donnent des informations sur le moment où l'énergie a été utilisée »,

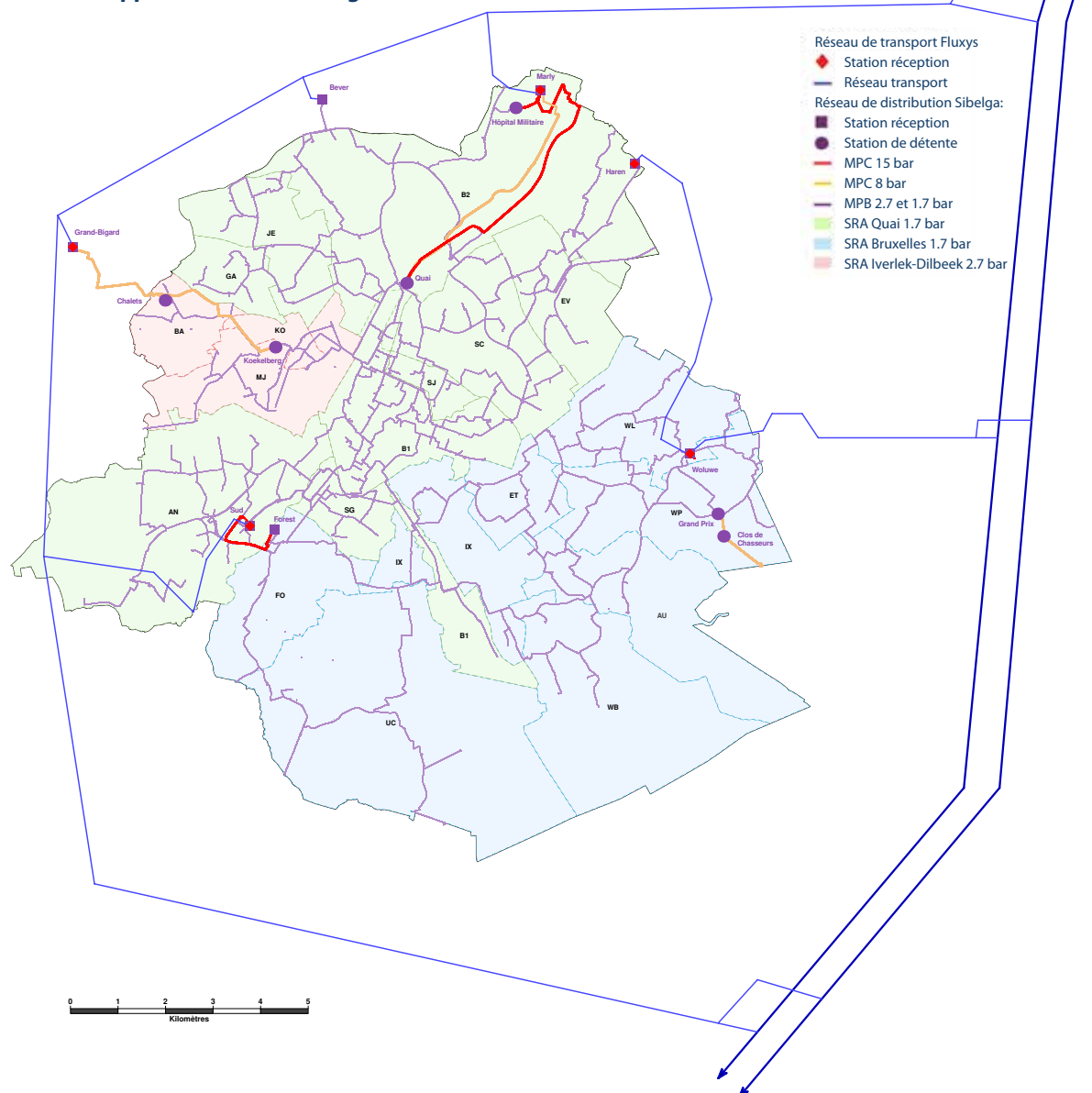
stations de réception réparties géographiquement sur trois Stations de Réceptions Agrégées (SRA)<sup>34</sup>.

À la sortie des stations de réception et de détente, le gaz est détendu en moyenne pression de type B (MPB à 1,7 ou 2,7 bar). Ce réseau alimente certains clients importants mais l'essentiel des consommateurs sont alimentés depuis le réseau basse pression (BP). Cette détente (de la MPB à la BP) est réalisée par l'intermédiaire de cabines réseau. Le gaz est ainsi détendu en 25 (majoritairement) ou 85 mbar.

Le gaz consommé à Bruxelles est de type pauvre mais il existe un autre type de gaz naturel en Belgique, un gaz riche qui possède un contenu énergétique plus élevé (ce gaz est notamment extrait de la mer du Nord ou au Qatar). Contrairement aux autres régions, qui sont à la fois approvisionnées en gaz pauvre et en gaz riche, par deux types de réseaux distincts, la région bruxelloise est uniquement approvisionnée en gaz pauvre en provenance, donc, d'un seul pays fournisseur, les Pays-Bas.

Contrairement à la répartition des compétences établie au niveau du transport d'électricité, le cadre légal ne prévoit pas l'existence « d'un réseau de transport régional de gaz ». La régulation du gestionnaire de réseau de transport est donc uniquement réalisée par le régulateur fédéral, la CREG.

**Figure 8: Schéma d'approvisionnement en gaz de la RBC**



<sup>34</sup> Station de réception agrégée: station de réception fictive qui regroupe la fonction de différentes stations de réception alimentant un des réseaux interconnectés. Des points d'interconnexion peuvent exister entre deux SRA voisines pour permettre un éventuel secours mutuel. Les SRA ont été créées pour permettre de calculer les achats d'énergie ainsi que leur évolution.

### 3.1.2.2 Contrôle et suivi du réseau de distribution de gaz

#### Description du réseau de gaz

Comme évoqué précédemment, le gaz consommé par les consommateurs est distribué en moyenne et basse pression. Le tableau ci-dessous permet d'observer la répartition du nombre d'utilisateurs et de la longueur du réseau par niveau de pression en 2016.

	Basse pression	Moyenne pression	Total
Nombre d'utilisateurs du réseau (code EAN actifs)	426.327	2.131	428.458
Longueur totale du réseau (km)	2.288	608	2.896

À l'instar du réseau de distribution d'électricité, la quasi-totalité (99,5%) des consommateurs sont raccordés au réseau basse pression.

#### Contrôle et suivi de la qualité de l'alimentation du réseau de gaz

Un des indicateurs utilisé pour évaluer la qualité de la continuité d'alimentation de la distribution de gaz est l'indisponibilité. Cet indicateur est défini comme étant l'absence de gaz chez le consommateur final. L'indisponibilité est obtenue par une évaluation théorique du temps moyen nécessaire pour exécuter les travaux requis par la remise en gaz. En 2016, l'indisponibilité globale sur le réseau s'élevait à 1 minute et 52 secondes, chiffre en diminution par rapport aux précédentes années.

#### Contrôle et suivi de la planification

À l'issue de l'analyse de la proposition de plan d'investissements pour le réseau de gaz de SIBELGA, BRUGEL a remis un avis (n°227 du 28 octobre 2016) favorable à destination du gouvernement bruxellois.

L'analyse réalisée a permis d'établir que les investissements planifiés permettront de veiller à la bonne distribution du gaz des consommateurs bruxellois à court terme.

Par ailleurs, le programme d'investissements de l'année 2017 a été mis en parallèle avec le budget d'investissement repris dans la proposition tarifaire 2015-2019. L'analyse de la planification montre que le montant des investissements prévus pour 2017 est supérieur à celui prévu par la proposition tarifaire. Cet écart résulte principalement d'un décalage dans le temps de certains projets de 2016 à 2017 dont notamment le projet de pose de canalisation MP entre la future station d'injection de Fluxys qui doit être installée à Overijse et les deux futurs postes de détente de SIBELGA situés à Watermael-Boitsfort et dans la ville de Bruxelles. Ce retard est imputable à un recours introduit par VIVAQUA. Une solution intermédiaire a été trouvée mais ce recours a eu pour effet de postposer les travaux de 2016 à 2017.

## 3.2 Développement des réseaux spécifiques

### 3.2.1 Les réseaux de traction

L'ordonnance bruxelloise relative au marché de l'électricité définit un concept de réseau spécifique : « le réseau privé ». Ce dernier est défini comme l'ensemble des installations établies sur une aire géographique restreinte et bien délimitée servant à l'alimentation en électricité d'un ou plusieurs utilisateurs du réseau et répondant aux conditions fixées par le règlement technique. En pratique, le gestionnaire de réseau privé conclut une convention avec le gestionnaire de réseau de distribution auquel son réseau est raccordé, c'est-à-dire SIBELGA. Cette convention définit les responsabilités de chaque partie. Concrètement, le gestionnaire de réseau privé est responsable de la gestion, l'exploitation et la maintenance de son réseau alors que la gestion du comptage est effectuée par SIBELGA.

Ce concept a notamment été instauré dans la législation afin de conférer un statut à des sites existants comme des immeubles de bureaux, des centres commerciaux, etc. C'est ainsi que des centaines de réseaux de ce type se sont vu conférer ce statut.

Or certaines situations très spécifiques n'ont pas été prévues par le législateur. En effet, le cas spécifique du réseau électrique de la STIB pose notamment question et a amené BRUGEL à entamer des réflexions quant à une éventuelle reconnaissance de ce réseau par la mise en place d'un statut spécifique. La configuration du réseau électrique de la STIB est en effet unique à Bruxelles.

Le réseau électrique de la STIB assure l'alimentation des tramways, des métros, des dépôts, des ateliers, des stations de métro ainsi que des concessions situées dans celles-ci (commerces, automates,...). Ainsi, à l'instar de SIBELGA, la STIB dispose d'un réseau électrique qui distribue de l'électricité qui s'étend sur toute la capitale.

Si l'on compare ce réseau à celui de SIBELGA en termes d'installations techniques (points d'alimentation, longueurs des câbles et lignes, des postes de transformation MT/BT,...), il ressort que le réseau électrique de la STIB représente +/- 10 à 15% du réseau du gestionnaire de distribution bruxellois. Ainsi, à l'instar du législateur fédéral qui a instauré, pour le réseau électrique du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire INFRABEL, un statut de réseau de traction ferroviaire au sein de la loi « électricité », BRUGEL a proposé un avis d'initiative (soumis à consultation publique) dans lequel, il propose d'instaurer le concept de gestionnaire de réseau de traction régional.

Un nouveau statut a également été proposé pour réglementer les situations similaires pour l'alimentation des clients du réseau de traction fédéral à savoir, les gares de la SNCB.



### 3.2.2 Éclairage public

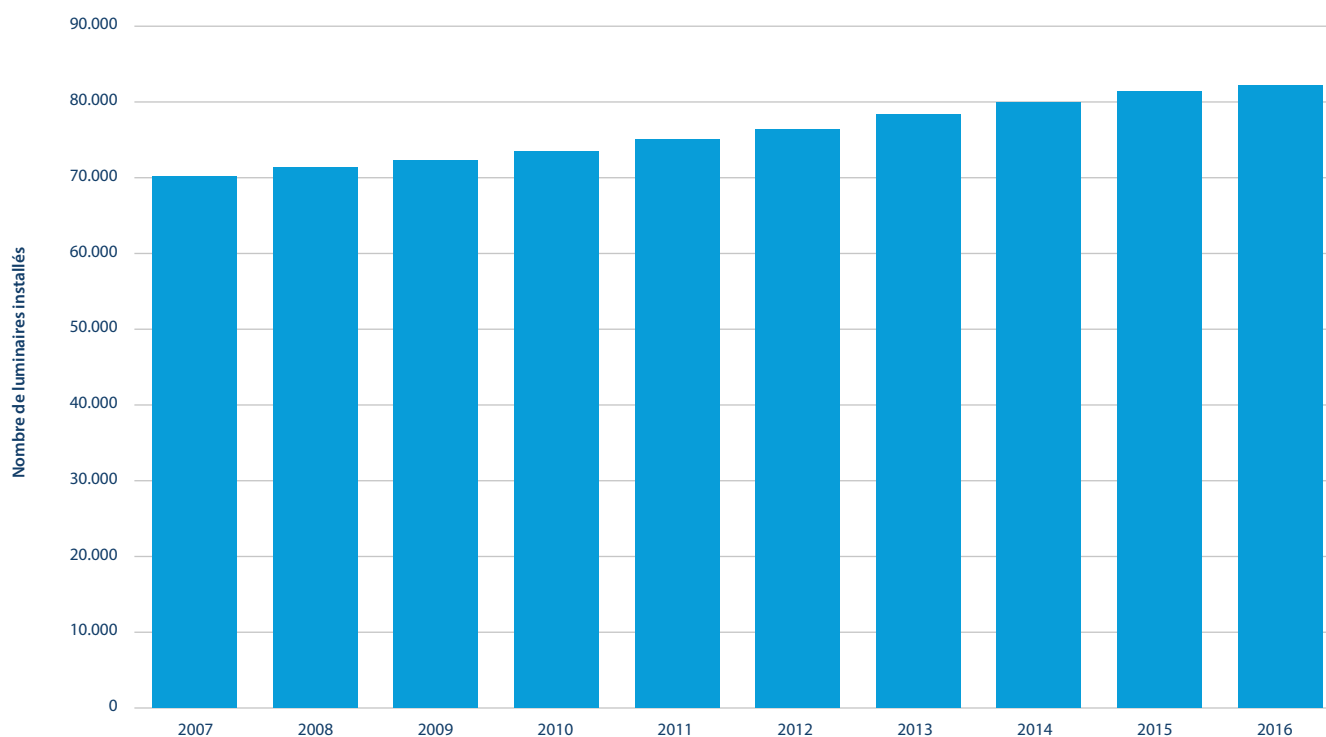
L'ordonnance relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale confère au gestionnaire de réseau de distribution, SIBELGA, la mission exclusive portant sur la construction, l'entretien et le renouvellement des installations d'éclairage public sur les voiries et dans les espaces publics.

L'ordonnance prévoit également que SIBELGA doit établir chaque année un programme d'exécution de ses obligations et missions de service public pour l'année suivante et un rapport sur l'exécution de ces obligations et missions pour l'année précédente. Ces programmes et rapports qui traitent de la mission d'éclairage public doivent être approuvés par le gouvernement après avis de BRUGEL. En 2016, BRUGEL a d'ailleurs émis un avis positif sur le programme relatif pour l'année 2017<sup>35</sup> et le rapport sur l'exécution des missions pour l'année 2015<sup>36</sup>.

Dans le cadre de sa mission, SIBELGA prévoit chaque année, le renouvellement du parc de luminaires à hauteur de 4% par an. Depuis 2010, ce programme cible prioritairement les lampes les moins performantes d'un point de vue URE, particulièrement les lampes au mercure haute pression. Dans ce domaine, l'objectif est d'éliminer le mercure pour le 31/12/2017 sauf à Uccle, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Lambert, où la situation est plus complexe et où le mercure devra être supprimé pour le 31/12/2018.

Fin 2016, le parc comptait 82 179 luminaires, ce qui confirme la croissance légère, mais continue, observée depuis 2007. Celle-ci devrait amener SIBELGA à gérer quelques 100 000 appareils d'éclairage d'ici à 2028.

Figure 9 : Évolution du nombre de luminaires



Parallèlement, la tendance à la baisse de la puissance installée d'un luminaire se vérifie également : fin 2016, celle-ci s'élève à 143 W, contre 148 W fin 2015 (sachant qu'elle atteignait 184 W fin 2010). Ceci s'explique par la politique de remplacement accéléré des lampes énergivores, et en particulier des lampes à vapeur de mercure haute pression par des lampes plus efficaces (lampes au sodium haute pression et lampes aux halogénures métalliques essentiellement à brûleur céramique).

En outre, dans son programme relatif aux missions de service public pour l'année 2017, SIBELGA confirme la réalisation de tests d'installations LED en situation réelle jusque 2019. Ces essais visent à effectuer une comparaison entre des installations classiques et des installations équipées de LED sur des voiries présentant des caractéristiques similaires. Ces essais permettront de comparer les deux technologies au niveau du coût d'investissement, du coût d'exploitation, de la consommation énergétique, de l'évolution des flux lumineux, des défaillances,...

35 Avis n°232 relatif au programme des missions de service public 2017 de SIBELGA

36 Avis n°224 relatif au rapport du gestionnaire de réseau sur l'exécution des missions de service public en matière d'électricité et de gaz pour l'année 2015 – Pour les parties « éclairage public » et « sécurité des installations gaz ».

### 3.2.3 Étude sur le déploiement des bornes de recharges publiques pour les véhicules électriques

L'accord du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale prévoyait de favoriser l'implantation des véhicules électriques notamment en aidant le secteur privé à investir dans la mise en place d'un maximum de points de recharge dans l'ensemble de la région et en accélérant l'adoption de véhicules électriques, en priorité, par les services publics. L'action du gouvernement s'inscrit aussi dans le cadre des orientations de la nouvelle directive européenne 2014/94/UE sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et qui prévoit des recommandations pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

C'est dans ce contexte que BRUGEL, en tant que régulateur régional investi d'une mission de conseil auprès des autorités publiques en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du marché régional de l'énergie a souhaité attirer l'attention du gouvernement bruxellois sur le fait que le développement non intégré des infrastructures de recharge des bornes électriques peut avoir des impacts importants sur le marché de l'énergie et sur le réseau électrique bruxellois. Ces points d'attention ont d'ailleurs été explicités dans un avis<sup>37</sup> d'initiative et concernent :

- la vente d'électricité sans autorisation ;
- l'éligibilité (choix du fournisseur) du client (utilisateur de la borne de recharge) ;
- l'impact sur le réseau électrique (qualité de fourniture, saturation, congestion et surcoûts) ;
- l'impact des investissements du réseau sur la facture du client final (utilisateur du réseau électrique).

Par ailleurs, BRUGEL a également pris l'initiative de mener en 2016 une étude<sup>38</sup> relative aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Cette étude concernait uniquement les bornes de recharge situées sur la voirie publique accessibles à tous les clients. Dans la mesure où cette matière est transversale, BRUGEL a invité dans le comité d'accompagnement de cette étude plusieurs organismes tels que l'IBGE, Bruxelles Mobilité ou encore SIBELGA. Cette étude a notamment permis d'analyser différents modèles d'exploitation (chaîne de valeur et rôles/responsabilités de tous les acteurs) de ces bornes, tant sur le plan financier que sur le plan technique, mais aussi d'évaluer leur impact sur le marché de l'énergie.

## 3.3 Passage du gaz pauvre au gaz riche

La région de Bruxelles-Capitale est approvisionnée uniquement en gaz pauvre, contrairement aux autres régions qui sont approvisionnées en gaz riche et en gaz pauvre. Les Pays-Bas sont donc la seule source d'approvisionnement pour la région de Bruxelles-Capitale et la route d'acheminement de ce type de gaz est unique.

La Belgique n'est pas le seul pays à utiliser le gaz pauvre hollandais : une partie du Nord de la France est également approvisionnée par du gaz pauvre provenant des Pays-Bas, au moyen du réseau de transit belge, et l'Allemagne s'approvisionne directement en gaz pauvre à partir des Pays-Bas.

Comme cela a été évoqué dans les précédents rapports annuels de BRUGEL, ainsi que dans les avis relatifs aux plans d'investissements gaz de SIBELGA, la problématique de la sécurité d'approvisionnement en gaz pauvre est un enjeu important pour la région de Bruxelles-Capitale. Cet enjeu est devenu d'autant plus crucial depuis que les autorités hollandaises ont confirmé à leurs homologues belges leur intention de mettre graduellement fin aux exportations de gaz pauvre à partir de 2020, en commençant par les exportations vers l'Allemagne. Les exportations vers la Belgique et la France seront diminuées à raison de 15 % par an à partir de 2024 et se termineront en 2030.

L'enjeu de sécurité se pose avec d'autant plus d'acuité qu'un lien causal a récemment été établi entre le niveau d'extraction de gaz naturel des gisements de Groningen et la

<sup>37</sup> Avis 220 relatif au développement des infrastructures de recharge de véhicules électriques, accessibles au public, en région de Bruxelles-Capitale.

<sup>38</sup> Cette étude a été publiée sur notre site internet sous la référence «BRUGEL-ETUDE-20170210-20 »

fréquence des tremblements de terre enregistrés dans cette zone. Depuis lors, les niveaux de production sont modulés avec l'objectif de minimiser l'impact de l'exploitation de ces gisements sur les localités habitées avoisinant la zone de production. Si les circonstances l'exigent, il n'est pas exclu d'avoir une révision drastique des niveaux de production susceptibles de compromettre le scénario initial des exportations jusqu'en 2030 communiqué par les autorités hollandaises à leurs homologues belges.

C'est donc dans ce contexte que la région de Bruxelles-Capitale devrait se préparer à convertir son réseau, en tenant compte de toutes les implications de cette conversion tant sur la partie en amont du compteur (réseau de SIBELGA) que sur la partie aval du compteur (installations intérieures des clients bruxellois).

Comme évoqué ci-dessus, par le biais des rapports annuels et les avis rendus au gouvernement, BRUGEL attire l'attention des autorités publiques sur cette problématique depuis quelques années. BRUGEL a notamment commandité plusieurs études sur la question et un avis d'initiative a été initié au cours du deuxième semestre de 2016 avec un double objectif :

- d'une part, synthétiser les différentes études que BRUGEL a commanditées ainsi que les analyses faites par SIBELGA en la matière ;
- d'autre part, conseiller le gouvernement sur les principes généraux qu'une procédure sûre de conversion devrait suivre et qui résultent des différentes études/analyses précitées et des échanges qui ont lieu avec les acteurs du marché.

Les éléments de réponse indiqués dans ledit avis visent à permettre au gouvernement de prendre les initiatives quant à l'encadrement de la conversion dans les grandes lignes, tout en se laissant une marge de manœuvre suffisante dans le choix du processus d'adoption de façon à rendre plus agile l'intégration des éléments complémentaires qui proviendraient des avis ultérieurs et/ou de l'évolution de la problématique de manière générale.

Parallèlement à cet avis, une nouvelle étude a été commanditée par BRUGEL pour :

- faire une estimation des coûts de toutes les opérations (contrôles, réglages et adaptations) de mise en conformité des installations intérieures des clients bruxellois et évaluer les divers scénarii de financement pertinents ;
- analyser l'impact (économique, social, sanitaire, sécuritaire, etc.) du projet de conversion sur certaines catégories d'utilisateurs du réseau et formuler des recommandations pour le traitement approprié et ciblé pour chacune de ces catégories ;
- analyser l'impact sur le fonctionnement du marché de détail de gaz et mettre en évidence les avantages accompagnant la conversion en gaz H de la région de Bruxelles-Capitale.

Les résultats de cette étude sont attendus dans le courant du deuxième semestre 2017 et c'est sur cette base que BRUGEL formulera un avis complémentaire sur la problématique.

## 4. Suivi de l'évolution des prix et contrôle des tarifs

### 4.1 Décomposition de la facture

En termes de suivi de l'évolution des prix, BRUGEL publie trimestriellement un observatoire des prix pour la clientèle résidentielle et pour le petit client professionnel qui permet d'informer le public sur les évolutions de prix ainsi que sur les faits marquants relatifs aux marchés du gaz et de l'électricité. Cette publication reprend également certaines données financières relatives au marché de l'électricité verte (prix moyen CV,...). Les prix communiqués sont issus, à l'instar du rapport annuel, de BRUSIM, le comparateur tarifaire de BRUGEL. Étant donné que chaque fournisseur communique ses prix sur base volontaire, le simulateur ne reprend pas, pour l'instant<sup>39</sup>, les offres proposées en région bruxelloise de manière exhaustive.

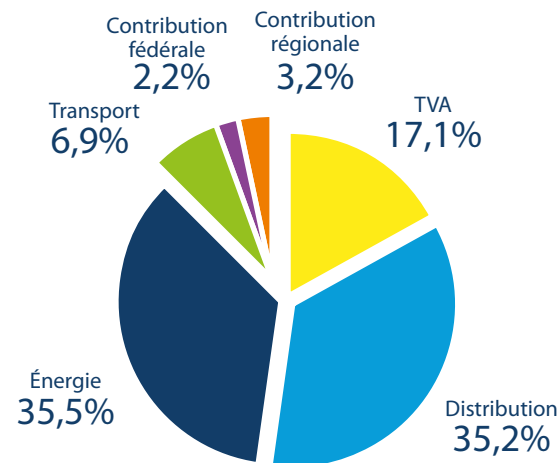
En outre, BRUGEL s'est engagée à respecter la charte de bonnes pratiques pour les sites internet de comparaison des prix mise en place par la CREG.

#### 4.1.1 Électricité

##### La clientèle résidentielle

Ci-dessous est présentée la décomposition de la facture d'électricité pour un client médian bruxellois. La consommation médiane bruxelloise en électricité prise comme référence est de 2 036 kWh heures pleines. La consommation médiane signifie que 50% des clients consomment plus que la médiane et 50% moins. Elle est à différencier de la consommation moyenne ; qui est par essence la moyenne faite de toutes les consommations existantes.

Figure 10 - Décomposition de la facture d'électricité d'un client médian - décembre 2016



Source : BRUSIM

Le montant total que paie le consommateur final peut se décomposer en six parties, qui sont, dans l'ordre d'importance décroissant du montant total de la facture :

- l'énergie, qui reprend d'une part le prix de l'énergie produite et d'autre part le terme fixe des frais de contrat - et la contribution énergie renouvelable qui peut varier d'un fournisseur à un autre - ;
- la partie distribution, qui couvre :
  - les coûts supportés par le gestionnaire de réseau de distribution régional, SIBELGA, pour l'exercice de ses missions ;

- la redevance de voirie communale ;
- les obligations de service public ;
- la TVA ;
- les coûts de transport supportés par le gestionnaire de réseau de transport national, Elia ;
- la contribution fédérale (énergie) ;
- la contribution régionale (art. 26 de l'ordonnance « électricité »).

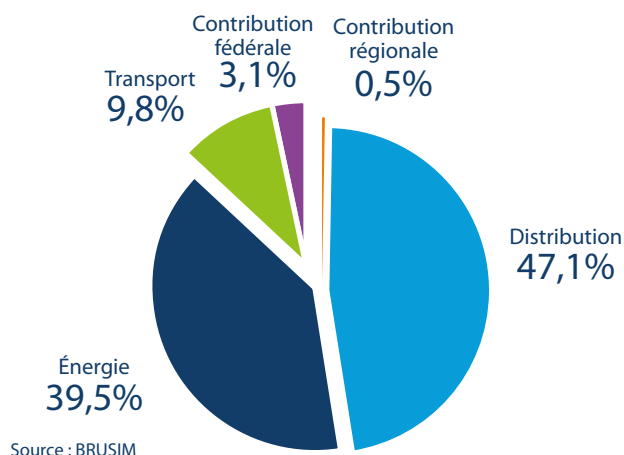
Les deux principaux postes de la facture sont l'énergie et la distribution, avec des montants respectifs de 168€ et 166€ sur une facture annuelle totale de 472€ en 2016 contre 466€ en décembre 2015 pour une même consommation.

<sup>39</sup> La prochaine révision de l'ordonnance bruxelloise pourrait mentionner l'obligation pour l'ensemble des fournisseurs actifs de communiquer de manière explicite les prix des offres au régulateur régional, comme c'est d'ailleurs le cas en région flamande.

## Le petit professionnel

Ci-dessous, la décomposition de la facture d'électricité pour un petit professionnel bruxellois consommant 20 000 kWh par an.

**Figure 11 - Décomposition de la facture d'électricité d'un petit professionnel - décembre 2016**



La décomposition de la facture du petit professionnel compte un poste en moins que la facture du résidentiel, la TVA n'étant pas comptabilisée sur celle-ci.

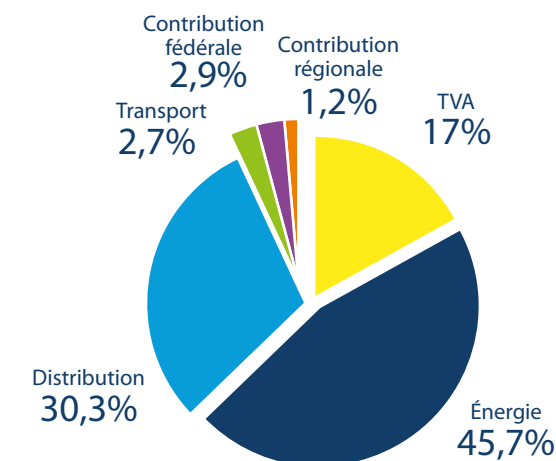
Cela explique que la distribution représente ici la partie dominante de la facture totale avec un montant de 1 525€ sur une facture annuelle totale de 3 240€, le poste énergie s'élevant à 1 280€.

### 4.1.2 Gaz

#### La clientèle résidentielle

La figure ci-dessous représente la décomposition de la facture de gaz d'un client médian bruxellois consommant 12 728 kWh.

**Figure 12 - Décomposition de la facture de gaz d'un client médian - décembre 2016**



La facture de gaz se compose quant à elle de quatre parties, qui sont, dans l'ordre d'importance décroissant du montant total de la facture:

- l'énergie, qui reprend d'une part le prix de l'énergie produite et d'autre part le terme fixe des frais de contrat (pouvant donc varier d'un fournisseur à un autre) ;
- la partie distribution, qui couvre :
  - les coûts supportés par le gestionnaire de réseau de distribution régional, SIBELGA, pour l'exercice de ses missions.
  - la redevance de voirie communale
  - les obligations de service public
- la TVA ;
- la contribution fédérale ;
- les coûts de transport supportés par le gestionnaire de réseau de transport national, Fluxys;

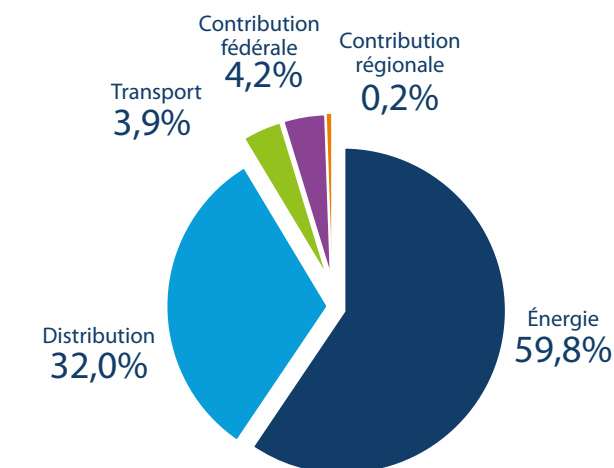
- la contribution régionale (article 20 septies des décrets de l'ordonnance « gaz »).

On constate que le poste énergie que paie un client médian bruxellois représente 45,7% et constitue le poste dominant de la facture totale de gaz avec 329€ sur une facture totale annuelle de 719€. Il est à noter que contrairement aux rapports annuels précédents, la composante transport n'est désormais plus intégrée dans la composante énergie. Cette modification s'inscrit dans un souci de respect de la charte de bonnes pratiques imposées par la CREG pour les mises à jour sur notre comparateur tarifaire BRUSIM.

## Le petit professionnel

Ci-dessous, la décomposition de la facture de gaz pour un petit client professionnel bruxellois consommant 100 000 kWh par an.

**Figure 13 - Décomposition de la facture de gaz d'un petit professionnel - décembre 2016**



Comme le résidentiel, le petit professionnel paie sa facture de gaz composée, selon la décomposition reprise ci-dessus, de cinq parties, à la seule différence que la TVA n'est pas comptabilisée, ce qui accentue encore la prépondérance de la partie énergie avec une part de plus de 59,8% pour un montant de 2 342€ sur une facture annuelle totale de 3 919€ contre 4 286€ en décembre 2015. Cette diminution est essentiellement due à la diminution du prix du gaz.

## 4.2 Évolution de la facture des consommateurs résidentiels

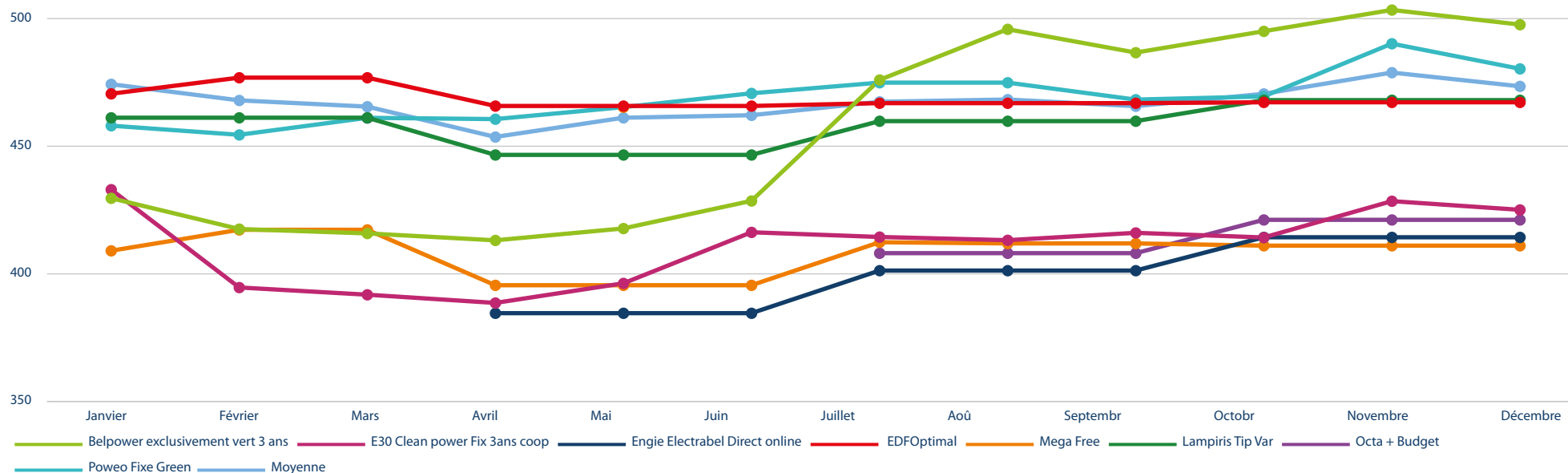
### 4.2.1 Électricité

Le nombre d'offres proposées aux clients résidentiels bruxellois est passé de 24 en décembre 2015 à 27 en décembre 2016. Le graphique ci-dessous reprend l'évolution de l'offre la plus avantageuse<sup>40</sup> de chaque fournisseur ainsi que la moyenne mensuelle des prix de toutes les offres confondues pour le client médian bruxellois.

On observe que la tendance générale est identique pour la majorité des offres, avec une légère hausse en juillet.

Certains fournisseurs actifs dans les autres régions ne sont toujours pas présents sur le marché bruxellois, ce qui diminue le nombre d'offres plus avantageuses que celle proposée par le fournisseur par défaut en région de Bruxelles-Capitale par rapport à la Wallonie et à la Flandre. À ce propos, on s'en référera aux publications mensuelles de la CREG.

Figure 14 - Évolution du prix du client médian – 2.036 kWh



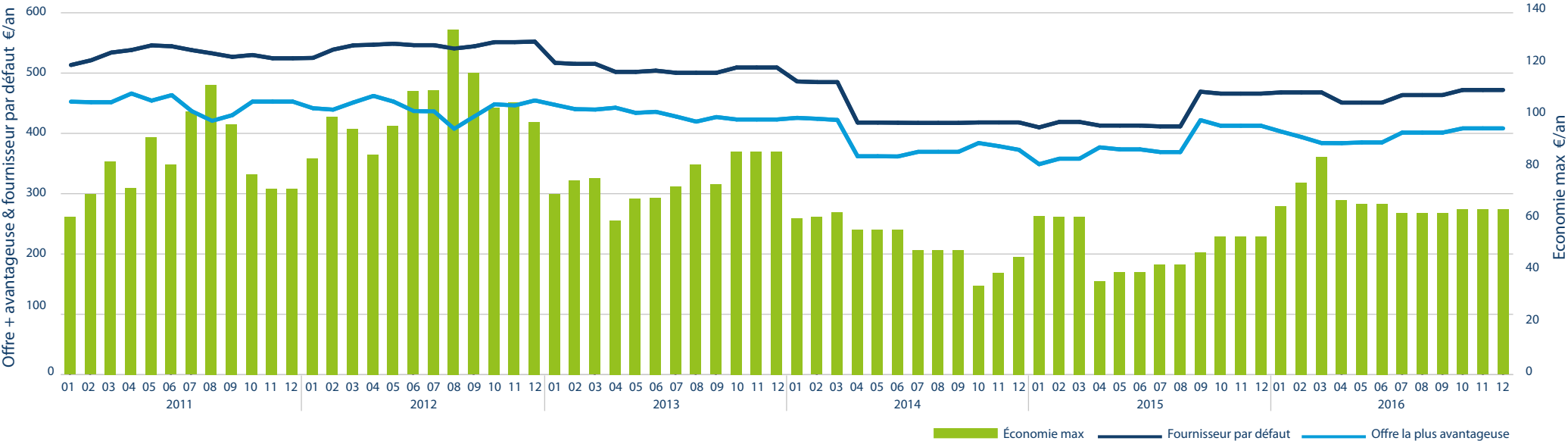
Source : BRUSIM

<sup>40</sup> L'offre la moins chère proposée tout au long de 2015 et non partiellement.



Le graphique ci-dessous représente l'évolution de la facture annuelle pour un client médian toujours alimenté par le fournisseur par défaut et de celle de l'offre la moins chère du marché.

Figure 15 - Comparaison de la facture d'électricité d'un client médian bruxellois – 2 036 kWh entre l'offre la plus avantageuse et l'offre par défaut



Source : BRUSIM

On constate que le prix de la facture d'électricité diminue en mars 2016, mois de l'année pour lequel on enregistre l'économie potentielle la plus élevée entre la facture annuelle d'un client médian passif (c'est-à-dire toujours alimenté par le fournisseur par défaut) et celle pour l'offre la moins chère du marché. La facture la moins onéreuse est en moyenne de 17% inférieure à l'offre par défaut en 2016 contre 13% en moyenne pour 2015. Des économies peuvent donc être effectuées moyennant un changement de fournisseur; changement qui, depuis 2007 en région de Bruxelles-Capitale, demeure gratuit (moyennant un préavis d'un mois).

En décembre 2016, le gain qu'un client médian passif pouvait réaliser en signant un contrat avec un autre fournisseur s'élevait à environ 64€, soit 11€ de plus qu'en décembre 2015.

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre d'offres qui permettent au consommateur de faire des économies sur sa facture annuelle par rapport au fournisseur par défaut (« degré de liberté »).

Tableau 11 – Évolution du degré de liberté électricité

	Petit consommateur	Consommateur médian	Gros consommateur
2016	17	14	14
2015	13	12	9
2014	14	9	4
2013	13	11	10
2012	12	12	12

Source : BRUSIM

## Évolution du tarif social électricité

Pour alléger leur facture, les ménages à revenus modestes ou en situation précaire ont droit au tarif social. Les personnes qui ont droit à ce tarif social sont appelées des « clients protégés » au sens fédéral. La législation bruxelloise a élargi cette notion à certaines catégories de clients en défaut de paiement.

Les conditions d'octroi du statut bruxellois de client protégé sont décrites dans une autre partie du rapport d'activité. Le tarif social est déterminé chaque semestre par le régulateur fédéral, la CREG, et est publié par BRUGEL sur son comparateur tarifaire BRUSIM.

Le tarif qui est indexé d'usage tous les six mois a été revu en août 2016. En électricité, il augmente d'à peine 1% pour le tarif normal et de 7% pour le tarif nuit, mais diminue de 5% pour le tarif de jour.

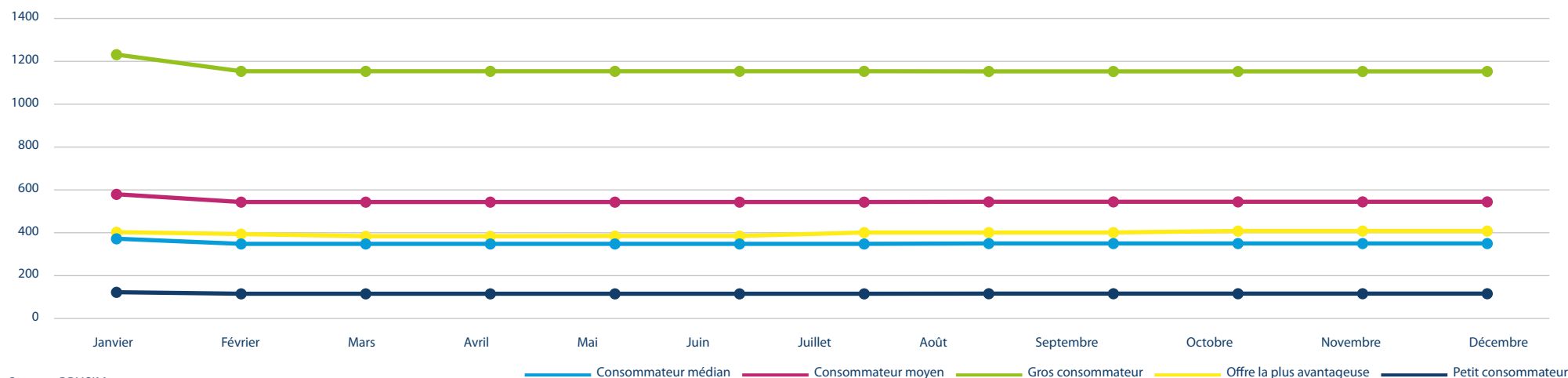
**Tableau 12 - Évolution du tarif social spécifique**

	08/2015	09/2015-01/2016	02/2016-07/2016	08/2016-01/2017
Tarif normal (c€/kWh)	14,97	17,08	15,9	15,998
Tarif Bi-horaire				
Jour (c€/kWh)	16,62	18,97	17,9	16,967
Nuit (c€/kWh)	11,4	13,01	12	12,853

Source : BRUGEL/CREG

Le graphique ci-dessous met en comparaison le tarif social pour tous les types de consommateurs ainsi que la meilleure offre pour le client médian. On constate que la différence entre le coût du tarif social et de l'offre la plus avantageuse pour le client médian en décembre 2016 est de 17% alors qu'elle était de 11% en décembre 2015.

**Figure 16 - Évolution du coût annuel du tarif social pour plusieurs types de consommateurs - électricité<sup>41</sup>**



Source : BRUSIM

<sup>41</sup> Les définitions relatives aux catégories de clients observés sont :

- Petit client : client dont la consommation annuelle est de 600 kWh (heure pleine).
- Client médian : client bruxellois dont la consommation annuelle est de 2 036 kWh (heure pleine).
- Ménage moyen : client dont la consommation annuelle est de 1 600 kWh (heure pleine) + 1 900 kWh (heure creuse)
- Gros consommateur : client dont la consommation annuelle est de 3 600 kWh (heure pleine) + 3 900 kWh (heure creuse)

## 4.2.2 Gaz

Au cours de cette année 2016, le nombre d'offres proposées aux clients résidentiels bruxellois a légèrement augmenté de 23 en décembre 2015 à 25 en décembre 2016. Le graphique ci-dessous reprend l'évolution de l'offre la plus avantageuse<sup>42</sup> de chaque fournisseur ainsi que la moyenne mensuelle des prix de toutes les offres confondues pour le client médian bruxellois.

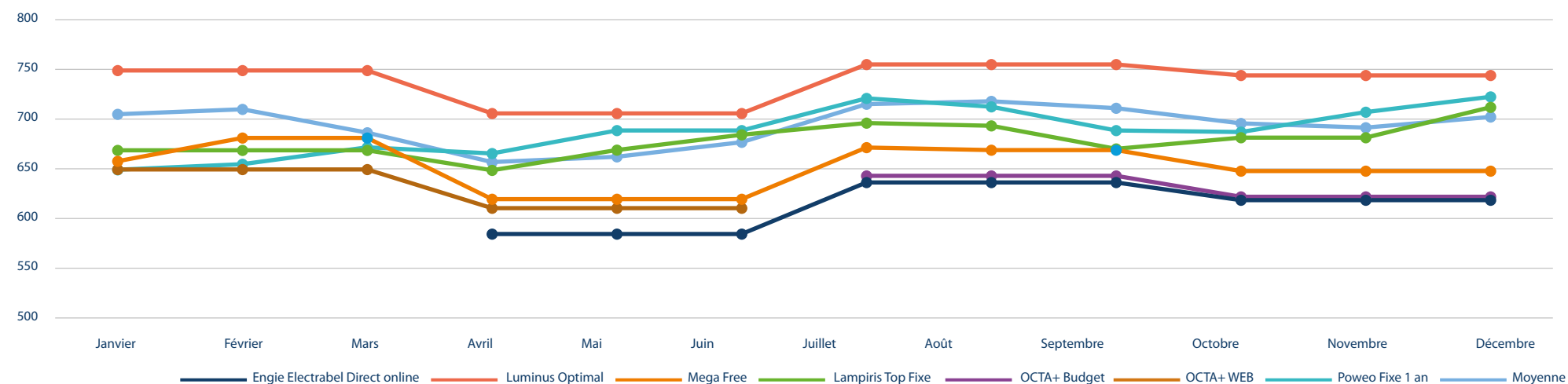
Le tableau ci-contre reprend l'évolution du nombre d'offres qui permettent au consommateur de faire des économies sur sa facture annuelle par rapport au fournisseur par défaut (« degré de liberté »)<sup>43</sup>.

**Tableau 13 – Évolution du degré de liberté gaz**

	Petit consommateur	Consommateur médian	Gros consommateur
2016	9	9	9
2015	9	10	10
2014	11	11	11
2013	8	9	9
2012	9	9	9

Source : BRUSIM

**Figure 17 – Évolution du prix du client moyen - 12.728 kWh**



Source : BRUSIM

<sup>42</sup> L'offre la moins chère proposée tout au long de 2015 et non partiellement.

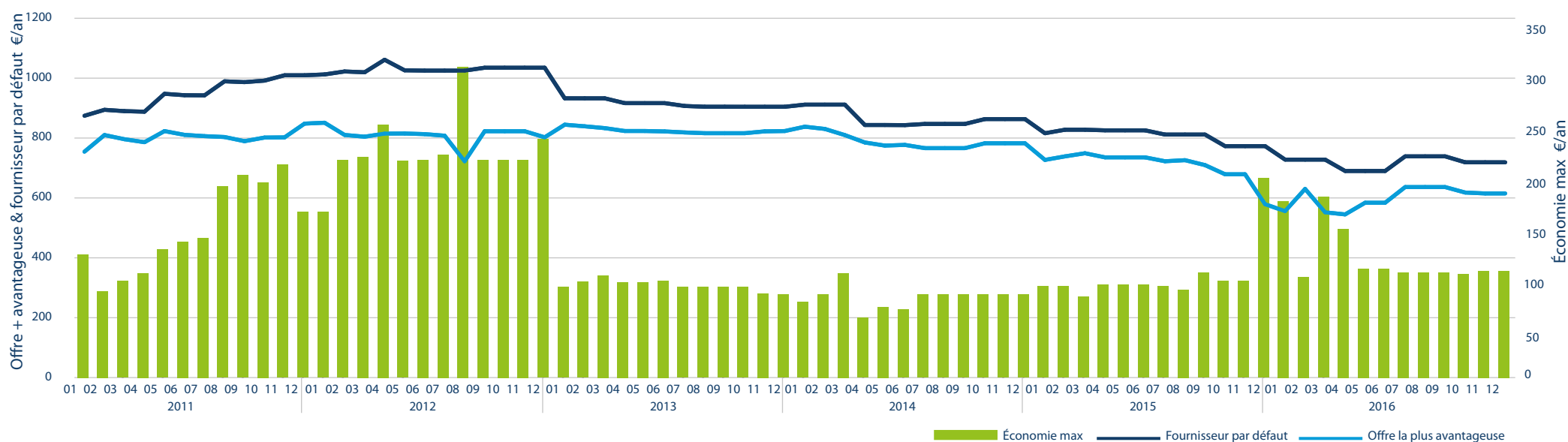
<sup>43</sup> Le « Petit consommateur » correspond au client dont la consommation annuelle est de 2 326 kWh,  
Le « Consommateur médian » correspond au client dont la consommation annuelle est de 12 728 kWh.  
Le « Gros consommateur » correspond au client dont la consommation annuelle est de 23 260 kWh.

Ce degré de liberté a diminué de 10% entre 2015 et 2016 pour le consommateur médian et le gros consommateur.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la facture annuelle pour un client médian (12 728 kWh/an) qui est toujours alimenté par le fournisseur par défaut et celle de l'offre la moins chère du marché.

En décembre 2016, le gain qu'un client médian alimenté par le fournisseur par défaut pouvait réaliser en signant un contrat avec un fournisseur s'élevait à 83€ maximum.

**Figure 18 - Évolution facture annuelle de gaz d'un client médian bruxellois - 12.728 kWh**



Source : BRUSIM

## Évolution du tarif social gaz

Comme pour l'électricité, le régulateur fédéral détermine un tarif social par période de six mois pour le gaz. En août 2016, ce tarif a été revu avec une diminution de 23% par rapport au premier semestre.

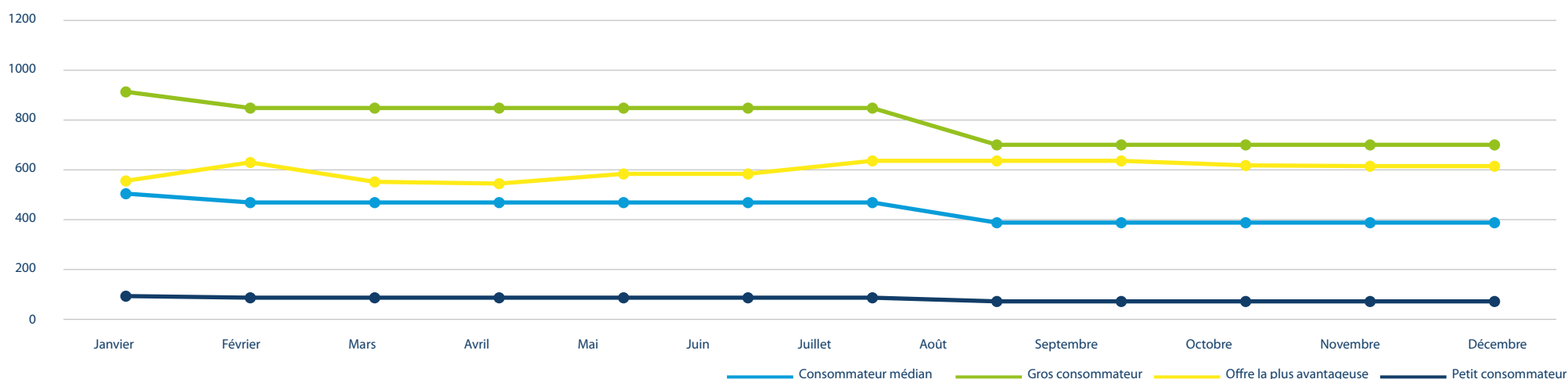
**Tableau 14 - Évolution du tarif social spécifique calculé par le régulateur fédéral pour le gaz**

	08/2015- 01/2016	02/2016- 07/2016	08/2016- 01/2017
Tarif normal (c€/kWh)	3,818	3,538	2,725

Source : BRUGEL/CREG

Le graphique ci-dessous met en comparaison le tarif social pour tous les types de consommateurs ainsi que la meilleure offre pour le client médian. Contrairement à l'électricité, la différence entre le coût du tarif social et de l'offre la plus avantageuse reste stable par rapport à l'année précédente; 42% en décembre 2015 alors qu'elle était de 40% en décembre 2014.

**Figure 19 - Évolution du coût annuel du tarif social pour plusieurs types de consommateurs – gaz**



Source : BRUSIM

## 4.3 Analyse des évolutions des prix de l'électricité et du gaz naturel pour les clients professionnels

Depuis 2013, BRUGEL mène une étude<sup>44</sup> afin de présenter les évolutions des prix de l'électricité et du gaz naturel (et de leurs composantes) pour les clients professionnels (AMR et MMR). Elle a pu être réalisée grâce à la collaboration des fournisseurs d'énergie qui nous ont transmis, sous forme agrégée, des informations relatives aux factures émises vers leurs clients. L'exercice 2016 portait sur l'année 2015.

### 4.3.1 Électricité

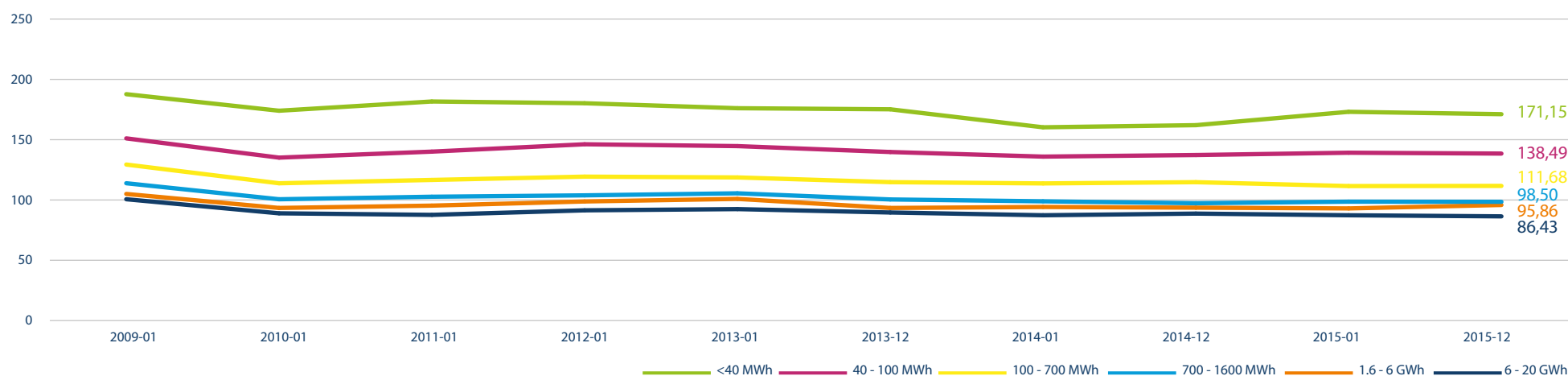
Les évolutions du prix all in d'électricité (total facturé en €/MWh hTVA) pour les différentes classes de consommation sont reprises dans la figure ci-dessous.

De janvier 2009 (mois de référence pour les comparaisons) à décembre 2015 (dernier mois renseigné dans cette étude), on assiste à une diminution de 8,3% à 14,1% selon la classe de consommation. Cette diminution est la résultante d'une baisse de la composante énergie atténuée toutefois par une

augmentation des tarifs de transport et de distribution, de la contribution énergie renouvelable et des taxes.

Toutes classes de consommation confondues et sur une base annuelle, le prix du MWh d'électricité passe de 105,79 € en 2009 à 102,85 € en 2014 et finalement 101,14 € en 2015.

Figure 20- Évolution du prix électricité all in - Professionnels AMR et MMR



Source : BRUGEL

44 Étude 16 : <http://www.brugel.be/Files/media/SIGI/58dd04a96b322.pdf>

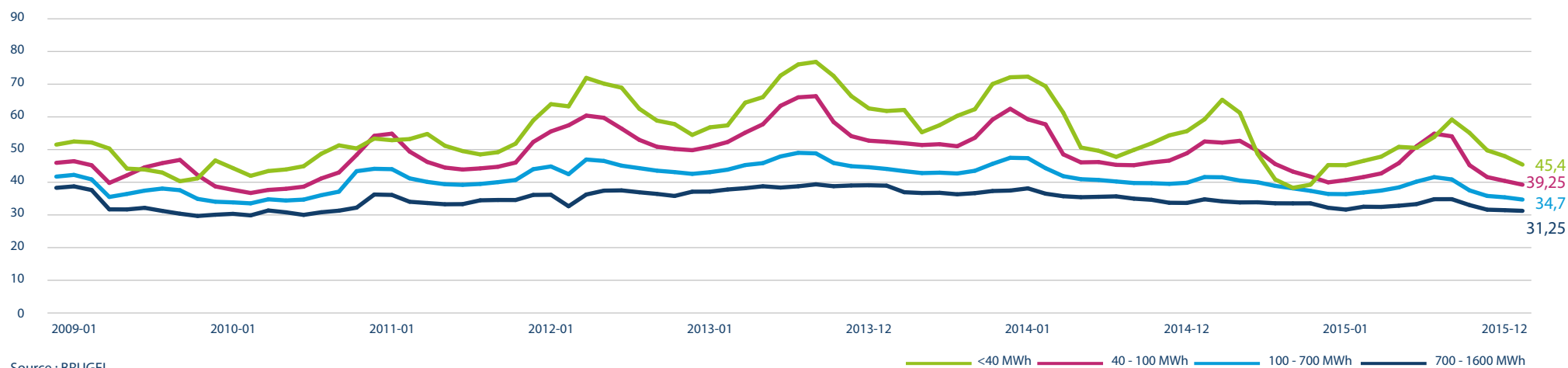
### 4.3.2 Gaz

Les mêmes données pour la facture all in de gaz ci-après :

Toutes classes de consommation confondues, le prix du MWh de gaz naturel passe de 37,54 € en 2009 à 39,05 € en 2014 et finalement à 36,17 € en 2015.

Entre les deux dates de références, à savoir janvier 2009 et décembre 2015, le prix du MWh de gaz a diminué pour l'ensemble des classes de consommation : de 11,9% pour la classe G1 jusqu'à 18,4% pour G4.

**Figure 21 - Évolution du prix all-in - Professionnels AMR et MMR**



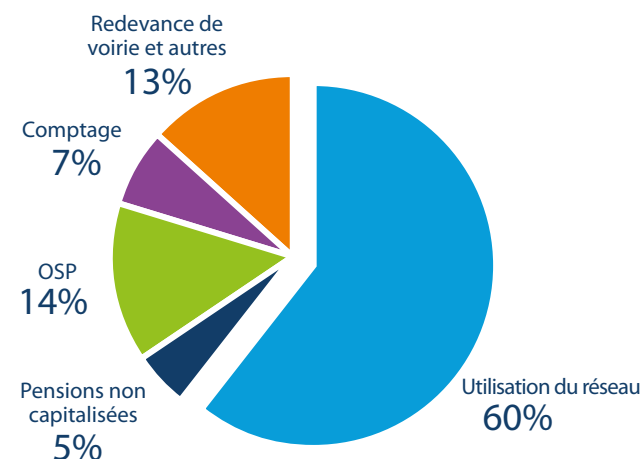
## 4.4 Les tarifs de distribution 2016-2017

### 4.4.1 Distribution de l'électricité

Le graphique ci-dessous donne la décomposition des tarifs de distribution électricité.

Puisqu'il compte pour environ 60% des tarifs de distribution, le poste « utilisation du réseau » est le plus important de la partie distribution. L'activité de mesure et de comptage représente 7% de la partie distribution. Le poste « comptage » est le seul poste fixe des tarifs de distribution électricité.

**Figure 22 - Décomposition tarif de distribution - Électricité - 2036kWh - Décembre 2016**



### Évolution tarifs de distribution – Électricité 2036 kWh annuel

En euro HTVA	12/2014	12/2015	12/2016	janv-17
Utilisation du réseau	107	95	100	106
Pensions non capitalisées	11	9	9	3
OSP	22	22	23	19
Comptage	8	13	12	12
Redevance de voirie et autres (ISOC,...)	13	21	21	22
	<b>162</b>	<b>161</b>	<b>166</b>	<b>162</b>

En janvier 2015, pour un client résidentiel de 2 036 kWh, une diminution de l'ordre de 5,4% avait été annoncée. À partir de février 2015 et suite à l'introduction de l'impôt des sociétés pour les intercommunales, la baisse annoncée a été globalement effacée pour revenir à un niveau équivalent à 2014. En 2017, suite aux modifications méthodologiques

apportées en 2016 (voir *infra*), on constate une légère diminution des tarifs en 2017.

Les mêmes constats existent pour un consommateur ayant un relevé annuel et un compteur bi-horaire.

### Évolution tarifs de distribution – Électricité 1 600 kWh + 1 900 kWh annuel

En euro HTVA	12/2014	12/2015	12/2016	janv-17
Utilisation du réseau	143	128	135	142
Pensions non capitalisées	19	16	15	6
OSP	38	39	40	33
Comptage	8	13	12	12
Redevance de voirie et autres (ISOC,...)	23	36	37	37
	<b>231</b>	<b>231</b>	<b>239</b>	<b>230</b>



La partie reprenant la refacturation des coûts pour l'utilisation du réseau de transport n'est pas intégrée au tarif de distribution présenté ci-avant. Ce tarif pour l'utilisation du réseau de transport rémunère les coûts de l'utilisation du réseau de transport, en ce compris la cotisation fédérale et les autres surcharges qui s'appliquent aux coûts de transport. En région bruxelloise, le tarif de la facturation des coûts pour l'utilisation du réseau de transport est identique pour l'ensemble des consommateurs et proportionnels à la consommation.

#### Évolution tarifs refacturation partie transport – Électricité 2 036 kWh annuel

en € HTVA	2014	2015	2016	2017	Δ 2014/2015	Δ 2015/2016	Δ 2016/2017
Coûts de transport Elia	22,01	21,93	22,36	22,60	-0,37%	1,96%	1,08%
Surcharges Elia	8,30	9,81	10,12	9,64	18,17%	3,17%	-4,75%
Cotisation fédérale	5,20	5,37	6,27	6,96	3,17%	16,79%	11,07%
	<b>35,52</b>	<b>37,11</b>	<b>38,75</b>	<b>39,20</b>			

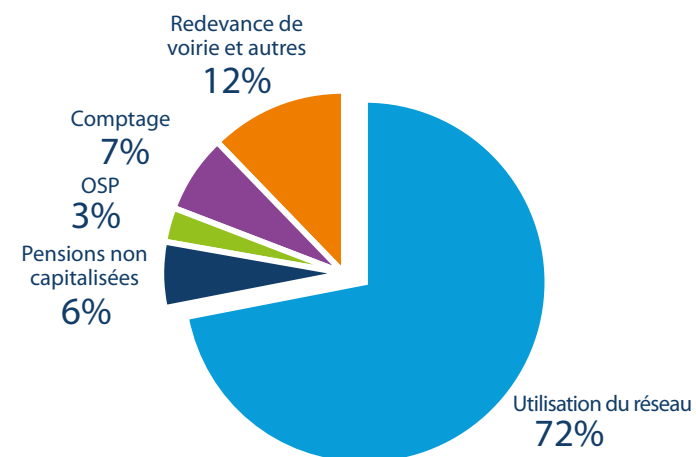
Pour l'électricité, un petit professionnel consommant 20 000 kWh payait 1 464 € HTVA en 2015, 1 525 HTVA en 2016 et verra sa facture baisser à 1 484 HTVA en 2017 (2,7%).

#### 4.4.2 Distribution du gaz

Le graphique ci-dessous donne la décomposition des tarifs de distribution gaz.

Comme pour l'électricité, le poste « utilisation du réseau » est le plus important de la partie distribution (71%). L'activité de mesure et de comptage représente également 7%. Le poste « comptage » n'est pas le seul poste fixe des tarifs de distribution gaz. En effet, un poste fixe existe également au niveau de l'utilisation du réseau (49,08 € HTVA pour une consommation annuelle entre 5 001 et 150 000 kWh). La partie fixe totale de ce consommateur médian bruxellois est de l'ordre de 30% du montant total de la partie distribution.

Figure 23 - Décomposition tarif de distribution - Gaz - 12 728kWh – Décembre 2016



## Évolution tarifs de distribution – Gaz 12.728 kWh annuel

En euro HTVA	12/2014	12/2015	12/2016	janv-17
Utilisation du réseau	167	149	156	163
Pensions non capitalisées	18	15	14	5
OSP	11	6	6	5
Comptage	8	16	15	16
Redevance de voirie et autres (ISOC,...)	15	25	26	28
	<b>219</b>	<b>211</b>	<b>218</b>	<b>216</b>

Par ailleurs, un professionnel consommant 300 000 kWh par an verra ses frais de distribution passer d'environ 2 822€ en 2016 à 2 727 € (-3,5%) en 2017.

### Contrôle des tarifs de distribution

BRUGEL est partie du constat qu'actuellement aucune autorité ne s'assure du bon respect des tarifs approuvés par le régulateur. En 2016, BRUGEL a lancé une étude permettant d'atteindre un double objectif. D'une part, BRUGEL souhaite vérifier que le gestionnaire de réseau<sup>45</sup> applique strictement les tarifs qui ont été approuvés aux fournisseurs d'énergie. D'autre part, afin d'assurer aux consommateurs l'exactitude des montants qui leur sont facturés, il convient de vérifier que l'ensemble des fournisseurs d'énergie refacture à leurs clients les montants réellement facturés par le gestionnaire de réseau.

<sup>45</sup> Étude 19 : <http://www.brugel.be/Files/media/SIGI/58de2c8de732a.pdf>

# 5. Les tarifs de distribution

## 5.1 Cadre réglementaire

Depuis le 1er juillet 2014, BRUGEL est compétente en matière de tarification de la distribution de l'électricité et du gaz en région bruxelloise. Pour rappel ce transfert a été officialisé par l'ordonnance bruxelloise du 8 mai 2014.

Un groupe de travail entre les quatre régulateurs belges a été constitué. En 2016, deux réunions ont été organisées. En effet, dans le cadre du transfert de la compétence tarifaire aux régions, il est important de maintenir des échanges sur la problématique tarifaire. Il convient d'insister sur le fait que les objectifs et visions des différents régulateurs peuvent être différents et que l'indépendance des décisions de chaque régulateur reste entière sur cette compétence.

Les principaux thèmes qui ont été abordés portaient sur : les modifications de la législation fédérale relatives à la cotisation fédérale et à la prise en charge des tarifs sociaux, la structure tarifaire (proposition d'un tarif partiellement capacitaire en Flandre), l'évolution des méthodologies tarifaires dans les différentes régions et le processus d'approbation, le contrôle de la facturation des tarifs, l'harmonisation tarifaire, l'outil de benchmarking des tarifs du régulateur fédéral, la discussion du projet REMIT (Regulation on Wholesale Energy Market Integrity and Transparency).

## 5.2 Activités principales de l'année 2016

### 5.2.1 Les adaptations tarifaires

En cours de période réglementaire, les ordonnances prévoient l'adaptation automatique des tarifs de distribution suite à l'entrée en vigueur d'une nouvelle surcharge ou impôt ainsi que l'indexation annuelle des montants relatifs aux redevances de voiries. De plus, toute adaptation des tarifs de transport fait l'objet d'une modification des tarifs pour la refacturation de ces coûts de transport par le gestionnaire du réseau de distribution.

Comme lors des années précédentes, BRUGEL réitère sa proposition de modification de l'ordonnance afin que toute adaptation des tarifs ne soit plus strictement immédiate mais se fasse dans un délai raisonnable de mise en œuvre afin de rendre l'ensemble de la chaîne de facturation la plus efficiente possible et de permettre au gestionnaire de réseau et aux fournisseurs d'adapter leurs processus (administratifs et opérationnels).

Par exemple, ce délai raisonnable pourrait être d'un minimum de trois mois en cas de modifications des tarifs de distribution.

Dans le système de tarification actuel des coûts de distribution, l'application d'une nouvelle surcharge est

imposée par l'ordonnance. L'application immédiate de certaines mesures ne laisse qu'une marge limitée au régulateur mais aussi au gestionnaire de réseau et aux fournisseurs dans sa mise en œuvre.

De surcroît, le principe de non-rétroactivité des tarifs ne peut être garanti dans le cadre d'une application immédiate d'une nouvelle surcharge.

En date du 22 janvier 2016, BRUGEL a approuvé<sup>46</sup> les adaptations apportées aux tarifs de refacturation des coûts d'utilisation du réseau de transport et aux tarifs redevance de voirie.

### 5.2.2 Le contrôle des soldes réglementaires 2015

Conformément à l'application de l'article 5.2 de la méthodologie tarifaire, BRUGEL a contrôlé<sup>47</sup> les soldes réglementaires pour l'exercice 2015.

En effet, au-delà de l'approbation des tarifs, la compétence tarifaire s'étend également au contrôle *ex-post* annuel des comptes du gestionnaire du réseau de distribution.

Chaque année de la période réglementaire, le régulateur procède au contrôle des coûts d'exploitation, des investissements réalisés ainsi que des volumes d'énergie distribués et procède à un examen minutieux des écarts constatés avec la proposition tarifaire initiale.

<sup>46</sup> Décision 30 : <http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/Mars16/Decision30.pdf>

<sup>47</sup> Décision 33 :

Décision 34 :

## La confidentialité des données

En tant que régulateur, BRUGEL joue pleinement la transparence en publiant toutes ses décisions, sans toutefois oublier de préserver la confidentialité des informations commercialement sensibles. Ces aspects sont d'application pour l'ensemble des missions de BRUGEL mais plus particulièrement en matière tarifaire. Aussi, il appartient à BRUGEL de définir, en fonction de chaque type de données dont elle dispose, le caractère sensible de l'information.

BRUGEL a été le premier régulateur régional à prendre des décisions en matière de soldes tarifaires. À ce titre, BRUGEL souligne l'importance d'une approche uniforme en matière de transparence et de traitement des informations tarifaires dans les différentes régions. BRUGEL préconise que le niveau d'information accessible à l'ensemble des acteurs du marché soit globalement similaire.

### 5.2.3 Modification des méthodologies tarifaires

Fin 2015, pour les secteurs électricité et gaz confondus, le fonds de régulation tarifaire affichait un montant total de 212,1 millions € dont 97,6 M€ n'étaient pas encore affectés. BRUGEL souhaitait donc redistribuer ces différents montants aux consommateurs bruxellois, tout en garantissant une stabilité des tarifs pour la prochaine période régulatoire.

Une adaptation des méthodologies tarifaires était nécessaire. Cependant, les principes fondamentaux des méthodologies n'ont pas été révisés, seules des modifications permettant un ajustement tarifaire dès 2017 ont été insérées.

Afin de pouvoir modifier les méthodologies en cours de période régulatoire, conformément aux ordonnances « électricité » et « gaz », un accord<sup>48</sup> a été conclu avec le gestionnaire de réseau pour, d'une part, s'accorder sur les procédures à suivre et, d'autre part, pour s'inscrire dans un calendrier contraignant.

Après concertation avec le gestionnaire de réseau, les projets<sup>49</sup> d'adaptation des méthodologies tarifaires ont été transmis pour consultation au conseil des usagers.

Après avis<sup>50</sup> favorable et sans réserve du conseil des usagers les adaptations méthodologiques ont été adoptées en date du 10 novembre 2016.

### 5.2.4 Propositions tarifaires spécifiques

Sur la base de ces méthodologies adaptées, le gestionnaire de réseau a transmis une nouvelle proposition de tarif pour la période 2017 - 2019.

BRUGEL a approuvé<sup>51</sup>, le 25 novembre 2016, les **nouveaux tarifs de distribution** qui sont d'application depuis le 1er janvier 2017.

Ces nouveaux tarifs touchent tant les clients résidentiels que les clients professionnels.

L'impact total sur la facture d'un client moyen bruxellois alimenté en électricité et en gaz mènera à une réduction d'environ 30€ en 2017. Ces adaptations ont donc un effet positif pour le pouvoir d'achat des ménages bruxellois.

En date du 2 décembre 2016, BRUGEL a publié un communiqué de presse<sup>52</sup> relatif à ces modifications tarifaires.

### 5.2.5 Étude sur la mise en place de mécanismes de tarification solidaire

Faisant suite à l'étude sur la tarification progressive<sup>53</sup> réalisée par BRUGEL en 2015, la ministre de l'Énergie a chargé BRUGEL d'étudier<sup>54</sup> des pistes de réflexion relatives à la mise en place d'un mécanisme de tarification solidaire.

Quinze pistes de mesures ont été analysées réparties en quatre axes d'actions : agir sur les prix, protéger l'accès à l'énergie, agir sur la consommation et une quatrième mesure transversale visant à renforcer les trois premières. En effet, la combinaison de certaines mesures permet d'atteindre des impacts plus élevés que des mesures isolées. De plus, les différents axes d'actions sont complémentaires et les associer permet d'obtenir des résultats cohérents, tant à court terme qu'à long terme.

Les acteurs du secteur ont été consultés et ont permis d'évaluer ces différentes pistes au niveau des impacts sociaux, environnementaux, budgétaires ainsi que les contraintes opérationnelles éventuelles.

Les acteurs du secteur conviennent qu'un ensemble de mesures est nécessaire afin de lutter efficacement contre la précarité énergétique.

Parmi l'ensemble des résultats, il est à retenir qu'un des enjeux visé par ce mécanisme de tarification solidaire est

48 [http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/Sept16/Accord-Brugel-Sibelga-Procedure\\_2016-FR.pdf](http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/Sept16/Accord-Brugel-Sibelga-Procedure_2016-FR.pdf)

49 Décisions 36 (électricité) : [http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/NOV16/Projet\\_decision\\_36\\_elec\\_FR.pdf](http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/NOV16/Projet_decision_36_elec_FR.pdf) et Décision 37 (gaz) : [http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/NOV16/Projet\\_decision\\_37\\_gaz\\_FR.pdf](http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/NOV16/Projet_decision_37_gaz_FR.pdf)

50 Avis conseil des usagers : <http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/NOV16/FR-Avis-CU.pdf>

51 Décision 41 – Électricité : [http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/dec16/Elec\\_FR\\_publication.pdf](http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/dec16/Elec_FR_publication.pdf)

Décision 42 – Gaz : [http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/dec16/Gaz\\_FR\\_publication.pdf](http://www.brugel.be/Files/media/Tarifs/dec16/Gaz_FR_publication.pdf)

52 Communiqué presse : <http://www.brugel.be/Files/media/SIGI/5841696e1a22a.pdf>

53 Étude 10 : <http://www.brugel.be/Files/media/SIGI/565da364ecb28.pdf>

54 Étude 14 : <http://www.brugel.be/Files/media/SIGI/58493678d80af.pdf>

d'attirer de nouveaux clients vers le statut de client protégé en améliorant les bénéfices qui y sont liés. À cet effet, proposer un tarif social significativement plus faible que le tarif commercial de référence et coupler cette baisse de tarif à la suppression de l'obligation de pose d'un limiteur de puissance permettrait de doubler le nombre de clients protégés, le portant à 4 700.

En outre, le gain social, quant à lui, est maximisé avec des réductions plus fortes du tarif social et/ou en cas d'investissement en efficacité énergétique. En toute logique, seuls les scénarios incluant des mesures d'efficacité énergétique permettent d'atteindre des objectifs environnementaux en sus des gains sociaux.

Les CPAS ont quant à eux identifié la suppression de l'obligation de pose du limiteur de puissance comme levier principal pour améliorer l'attractivité du statut de client protégé régional.

L'étude a également examiné l'impact tarifaire de la mise en place d'un tel mécanisme. Les résultats démontrent que même en se limitant au segment résidentiel le financement serait de l'ordre de trois euros par an. Ces mesures pourraient être financées soit via un tarif OSP inclus dans les tarifs de distribution, via les droits<sup>55</sup> électricité et gaz.

En conclusion, la tarification solidaire telle qu'analysée représente une solution pragmatique, opérationnelle et abordable, s'appuyant sur le cadre existant. Il appartient à présent au législateur de faire le choix sur les mesures à mettre en place.

## 5.2.6 Analyses transversales

La compétence tarifaire permet à BRUGEL d'exercer un contrôle transversal, efficace et complet en permettant de rapprocher et de réconcilier les données tarifaires (proposition tarifaires et contrôle *ex-post*) avec les informations transmises dans les plans d'investissements et dans les programmes des missions de service public.

### 5.2.6.1 Au niveau des plans d'investissements

L'ensemble des coûts (investissements et exploitation) du gestionnaire de réseau est soumis au contrôle de BRUGEL. Lors de l'approbation de la proposition tarifaire pour la période 2015-2019, BRUGEL a approuvé une enveloppe budgétaire globale que doit couvrir les tarifs. La maîtrise des coûts s'effectue en *ex-post* par BRUGEL.

**Au niveau de la conversion des réseaux gaz, BRUGEL rappelle l'importance de disposer d'une vision sur les différentes responsabilités des acteurs ainsi que sur les modalités de financement afin d'évaluer et d'anticiper l'impact tarifaire.**

Le budget global des plans d'investissements électricité et gaz pour 2017 s'élève respectivement à 50 502 595 € et 32 590 624 €.

BRUGEL a contrôlé<sup>56</sup> que les investissements portant sur l'année 2017 repris dans le plan d'investissement 2017-2024 étaient cohérents par rapport aux propositions tarifaires. Il s'agit d'un premier exercice de rapprochement entre les plans d'investissements et les tarifs.

Au niveau de la conversion des réseaux gaz, BRUGEL rappelle l'importance de disposer d'une vision sur les différentes responsabilités des acteurs ainsi que sur les modalités de financement afin d'évaluer et d'anticiper l'impact tarifaire.

### 5.2.6.2 Au niveau des missions de service public

De la même manière que pour les plans d'investissements, BRUGEL a analysé<sup>57</sup> d'une part la cohérence du programme des missions de service public pour l'année 2017 avec les propositions tarifaires électricité et gaz et, d'autre part, lors du contrôle *ex-post* le rapport d'exécution du programme 2016 avec la réalité tarifaire.

BRUGEL soulignait toutefois que le budget prévisionnel dénotait une grande prudence et qu'une meilleure évaluation de certains paramètres était souhaitée.

Comme mentionné dans nos précédents avis, BRUGEL a constaté lors des exercices précédents qu'il existe un écart quasiment systématique entre la réalité et les ambitions de SIBELGA présentées dans le programme de missions de service public.

<sup>55</sup> « Article 26 » pour l'électricité et « Article 20septiesdecies » pour le gaz

<sup>56</sup> Voir avis 218 de BRUGEL du 27 novembre 2015

<sup>57</sup> Voir décision 217 relative au programme des missions de service public 2016 de SIBELGA

Par ailleurs, la proposition tarifaire faite par SIBELGA pour la période régulatoire 2015-2019 destinée à couvrir l'activité liée aux obligations de service public se basait, pour la première année de la période régulatoire, sur le programme 2015.

Le budget tarifaire de cette première année a été indexé pour le restant de la période. Dès lors, à partir de la deuxième année de la période régulatoire, il n'existe plus de lien direct entre le programme annuel et les tarifs (fixés pour cinq ans).

Aussi, en concertation avec le gestionnaire de réseau, BRUGEL a proposé d'adapter annuellement le tarif OSP sur la base des derniers coûts réellement constatés. Pour l'année 2017, les tarifs liés aux missions de service public ont été déterminés sur la base de la réalité de 2015. Ces adaptations méthodologiques concernent tant l'électricité que le gaz (voir *supra*).

## 5.2.7 Suivi des recours

BRUGEL plaide en faveur d'un cadre régulatoire stable et une sécurité juridique. Concernant les décisions tarifaires (méthodologies, décisions d'approbation,...) l'ordonnance mentionne que tout litige peut faire l'objet d'un recours devant la Cour d'appel de Bruxelles. BRUGEL réaffirme sa volonté d'éviter toute application rétroactive des tarifs. Les méthodologies tarifaires anticipent d'ailleurs une procédure après annulation ou suspension d'une décision tarifaire de BRUGEL. Toutefois cette procédure pourrait ne pas être suivie par la Cour et le risque d'annulation des tarifs pourrait toucher l'ensemble des consommateurs bruxellois.

Les recours contre les décisions tarifaires pourraient également modifier le modèle de marché actuel avec notamment le risque qu'à terme, des modèles de marchés différents existent dans les trois régions du pays.

### 5.2.7.1 Recours de l'ASBL Touche pas à mes certificats verts (TPCV) contre la méthodologie tarifaire de BRUGEL

En octobre 2014, l'ASBL TPCV a introduit un recours en annulation de la décision n° 20140901-16 adoptée par BRUGEL le 1er septembre 2014 relative à la méthodologie tarifaire électricité (ci-après « la décision attaquée »).

Selon TPCV, la méthodologie tarifaire issue de la décision attaquée serait illégale et, par conséquent, aucune proposition tarifaire ne saurait être adoptée en application de cette méthodologie. Dans ce cadre, six moyens sont invoqués :

- TPCV allègue que la décision attaquée serait illégale en ce qu'elle violerait la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'État. En effet, TPCV prétend que BRUGEL, en prévoyant que les tarifs, dont ceux liés à l'utilisation du réseau de transport, sont fonction de l'énergie active brute prélevée, fixerait un tarif de transport ;
- TPCV considère que la décision attaquée, qui prévoirait de supprimer le mécanisme de compensation, ne serait pas motivée sur cet aspect ;
- TPCV allègue que le mécanisme de la compensation aurait été illégalement supprimé ;
- TPCV soutient que la décision attaquée violerait les principes d'égalité et de non-discrimination et la directive 2009/28/CE, en ce que le client final qui se positionne sur le marché de l'électricité en sa seule qualité de consommateur se trouverait dans une situation différente du « prosumer », et que dès lors, le traitement égal des deux catégories d'utilisateurs constituerait une violation des principes susmentionnés.
- TPCV prétend que la décision attaquée ne garantit pas la réfectivité des coûts, en ce qu'elle prévoit que les tarifs

seront, d'ici la mise en production du MIG6, et au plus tard le 1er janvier 2018, fonction de l'« énergie active brute prélevée » ; et,

- TPCV prétend que la décision attaquée, qui prévoirait de supprimer le mécanisme de compensation, aurait méconnu les principes de sécurité juridique et de confiance légitime.
- BRUGEL avait conclu :
- d'une part, pour l'irrecevabilité de la requête pour défaut d'intérêt ;
  - d'autre part, BRUGEL a soutenu notamment que :
    - BRUGEL n'établit pas des tarifs d'utilisation de réseau de transport mais elle fait application de l'article 9quater, § 2, de l'ordonnance électricité et du principe de la « cascade tarifaire » ;
    - BRUGEL a suffisamment motivé sa décision et en a fait la publicité, notamment en se référant au principe d'égalité de traitement des consommateurs d'électricité et sa compétence nouvelle exclusive en matière tarifaire ;
    - BRUGEL conteste le moyen invoqué par TPCV concernant la suppression du mécanisme de compensation. BRUGEL soutient qu'elle s'est tout simplement bornée, en respectant le principe d'égalité, de non-discrimination et d'équité, à définir les modalités de sa mise en œuvre dès lors que des personnes relevant de la même catégorie à savoir, les consommateurs d'énergie et les consommateurs d'énergie disposant de panneaux photovoltaïques qui ne produisent pas de l'énergie au moment où ils en consomment, se voyaient traiter, sans raison objective, de manière différente quant à la contribution aux frais liés à l'utilisation du réseau ;
    - BRUGEL soutient également que les principes d'égalité et de non-discrimination ont été respectés en ce que :
      - ✓ les consommateurs disposant de panneaux photovoltaïques et les autres producteurs d'énergie (non renouvelable) ne se trouvent pas dans des

58 <http://www.brugel.be/Files/media/SIGI/57444f676d459.pdf>

59 Voir article 30novies

60 Voir 30bis §2

- situations comparables ;
- ✓ les consommateurs d'énergie disposant de panneaux photovoltaïques qui ne produisent pas d'énergie au moment où ils consomment, et les consommateurs qui ne disposent pas de panneaux photovoltaïques se trouvent dans une situation comparable et, partant, la décision attaquée met fin à une discrimination existante ;
- ✓ la directive 2009/28/CE ne contient pas d'obligation d'imposer des tarifs plus avantageux pour les consommateurs disposant de panneaux photovoltaïques.
- BRUGEL a également démontré que la décision respecte le principe de la réfectivité des coûts pour les raisons suivantes :
  - ✓ la réfectivité des tarifs doit être appréciée d'une manière globale ; et,
  - ✓ les tarifs doivent refléter les coûts globaux.
- BRUGEL a également soutenu que le principe de sécurité juridique et de confiance légitime a été respecté en ce que :
  - ✓ le mécanisme de la compensation n'a pas été supprimé par l'adoption de la décision attaquée ;
  - ✓ la fixation des tarifs de distribution basée sur le prélèvement brut repris dans la décision attaquée est une décision tarifaire d'intérêt général qui met fin à une discrimination manifeste.

L'audience des plaidoiries avait été fixée au 1er juin 2016, mais a été reportée au 16 novembre 2017.

La décision sera en principe rendue à la fin de l'année 2017 ou au début de l'année 2018.

### 5.2.7.2 Recours de Lampiris contre les décisions tarifaires 20 et 21 de BRUGEL

Le 19 janvier 2015, la société Lampiris SA a introduit un recours en annulation auprès de la Cour d'appel de Bruxelles à l'encontre des décisions de BRUGEL suivantes :



- la décision (n°20141212-20) du 12 décembre 2014 de BRUGEL concernant l'acceptation de la proposition tarifaire « électricité » adaptée de la SCRL SIBELGA portant sur la période réglementaire 2015-2019 ;
- la décision (n°20141212-21) du 12 décembre 2014 de BRUGEL concernant l'acceptation de la proposition tarifaire « gaz » adaptée de la SCRL SIBELGA portant sur la période réglementaire 2015-2019.

Ces deux procédures ont fait l'objet d'une jonction devant la Cour d'appel.

Dans son recours, Lampiris reprochait à BRUGEL de ne pas avoir pris en considération dans ses décisions les coûts éventuels que le fournisseur supportait pour les impayés liés aux coûts de distribution et les frais liés à la facturation pour les coûts de distribution.

Lampiris soutenait l'illégalité des décisions précitées et le défaut de motivation, en ce que ces actes :

- seraient pris en méconnaissance des principes d'égalité et de non-discrimination (articles 102 et 106 TFUE, article 10 et 11 de la Constitution coordonnée) ;

- méconnaîtraient les principes tarifaires de réfectivité, d'efficacité, d'obligation de transparence et de non-discrimination,
- ne seraient pas suffisamment motivés ;
- constitueraient une entrave à la liberté de commerce et d'industrie.

BRUGEL a plaidé :

- d'une part, pour l'irrecevabilité de la requête pour défaut d'intérêt ;
- d'autre part, pour le caractère infondé de la requête :
  - les décisions attaquées se limitaient à approuver les propositions du GRD des tarifs de distribution et à valider leur conformité aux méthodologies tarifaires applicables ;
  - les décisions attaquées ne pourraient réformer fondamentalement le modèle de marché, en prévoyant une autre forme de compensation que l'ajout d'un poste tarifaire sollicité par Lampiris sous peine de violer les dispositions législatives et contractuelles à l'origine du modèle de marché.

La Cour d'appel de Bruxelles a, dans son arrêt du 28 avril 2016, décidé que :

- le recours était recevable, car Lampiris avait un intérêt direct à l'annulation des décisions, car l'annulation éventuelle lui procurera un effet utile puisqu'elle retrouvera au moins une chance de voir les coûts liés à la facturation déduits ;
- le recours n'était pas fondé en ce que :
  - les décisions étaient suffisamment motivées, car BRUGEL avait motivé son choix en se référant au modèle de marché ;
  - BRUGEL n'a pas commis d'erreur manifeste car elle n'a fait qu'appliquer le modèle de régulation cost-plus. En plus, le fait que le coût de la facturation est supporté par les fournisseurs est le résultat de l'application conjointe du modèle économique cost-plus de la méthodologie tarifaire et du modèle de marché réclamé et obtenu par les fournisseurs,



- « par définition, dans le système de facturation unique et en cascade, les coûts de la facturation ne sont pas des coûts du GRD qui ne les a donc jamais proposés dans ses tarifs ; BRUGEL ne pouvait donc pas, comme le prétend Lampiris, les rejeter : à fortiori il ne peut pas être reproché à BRUGEL « un rejet non motivé » comme le fait Lampiris [...] »

## 5.2.8 Gestion de plaintes traitées par BRUGEL

L'analyse de la jurisprudence interne tient compte des plaintes pour lesquelles BRUGEL a été saisie comme organe de recours par le plaignant lui-même et/ou par son service des Litiges lorsque celui-ci s'est déclaré incompétent pour trancher sur les plaintes tarifaires.

Pour l'année 2016, BRUGEL a reçu quatre plaintes portant sur la rectification du montant des coûts du réseau de distribution par un fournisseur d'énergie commercial et une plainte ayant trait au tarif appliqué par Sibelga pour le placement d'un nouveau compteur sur planche.

### 5.2.8.1 Tarif relatif aux coûts de réseau

Le plaignant contestait les frais de distribution repris dans sa facture de décompte annuel reçue de son fournisseur d'énergie Y. Selon le plaignant, les coûts de réseau imposés par le GRD seraient supérieurs au montant de sa consommation en électricité.

Les coûts de réseau contestés par le plaignant portaient d'une part, sur le tarif de distribution d'électricité approuvé par BRUGEL (tarif 2015-2019) et d'autre part, sur le tarif de transport approuvé annuellement par la CREG.

Afin de vérifier l'exactitude du montant relatif aux coûts du réseau contesté, BRUGEL a établi d'une part, un contrôle du prix du réseau facturé au fournisseur par Sibelga pour le plaignant et d'autre part, un contrôle du montant de la

refacturation des coûts de réseau du fournisseur au client final.

Dans le cas d'espèce, BRUGEL a constaté que Sibelga avait fait une correcte application des tarifs.

### 5.2.8.2 Tarif relatif au placement d'un nouveau compteur

Le plaignant contestait le tarif pratiqué par le GRD pour le placement d'un compteur initialement prévu sur planche pour les communs d'un petit immeuble et plus particulièrement, la facture complémentaire établie par Sibelga après la réalisation des travaux.

L'offre initiale de Sibelga - acceptée et acquittée par le plaignant avant la réalisation des travaux - portait sur la mise à disposition de puissance basse tension < 25kVA et le placement d'un compteur électricité p<=25kVA sur planche simple.

Lors de l'exécution des travaux, Sibelga a constaté que les compteurs présents étaient en coffret et a, dès lors, décidé de placer le nouveau compteur dans un coffret.

Suite à cela, Sibelga a adressé une facture complémentaire au plaignant relative au supplément pour la livraison et le placement d'un coffret 25X60, non prévu dans l'offre initiale.

Lors du traitement de la plainte, Sibelga a informé BRUGEL qu'après une nouvelle analyse approfondie du dossier, elle a décidé, à titre exceptionnel, d'annuler la facture contestée et d'établir une note de crédit en faveur du plaignant.

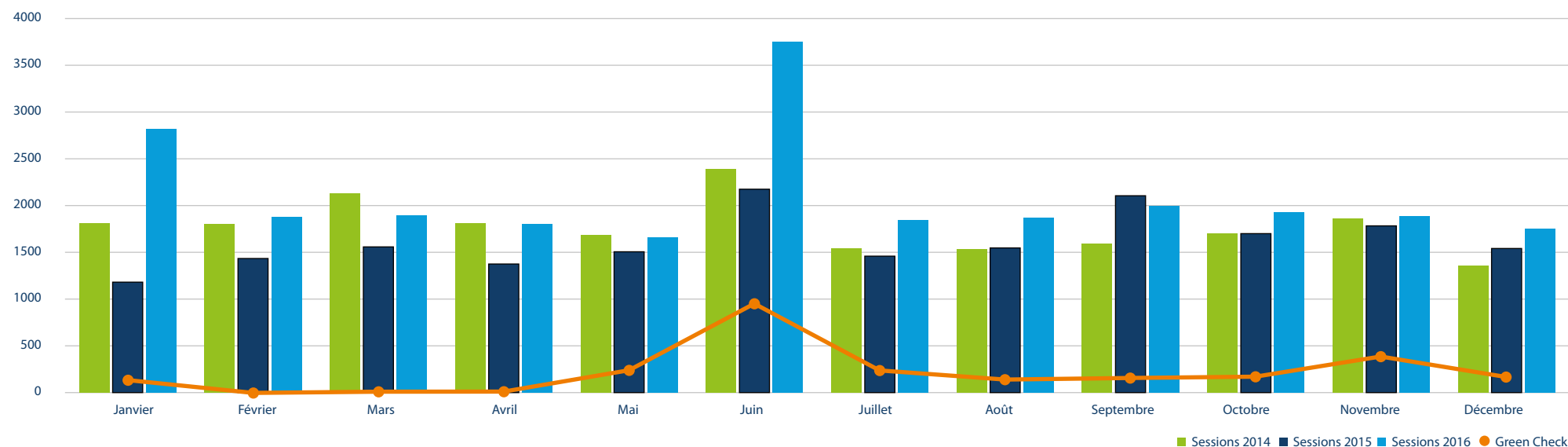
BRUGEL a acté l'annulation de la facture litigieuse par Sibelga et l'établissement d'une note de crédit en faveur du plaignant. La plainte est ainsi devenue sans objet en cours de traitement.

## 6. Activités menées en vue de promouvoir la concurrence

Les statistiques de fréquentation du simulateur BRUSIM reprises ci-dessous démontrent une hausse globale de 29% en 2016 par rapport à 2015. En dépit de l'absence de campagne de communication spécifique en 2016, la fréquentation de janvier a plus que doublée et celle de juin

affiche plus de 73% d'augmentation par rapport à l'année 2015. Cette dernière hausse peut notamment s'expliquer par le lancement de la campagne « greencheck<sup>61</sup> », la consultation de BRUSIM étant proposée sur la page de simulation de ce dernier.

Figure 24 - Statistiques de fréquentation du site de BRUSIM (simulations par mois)



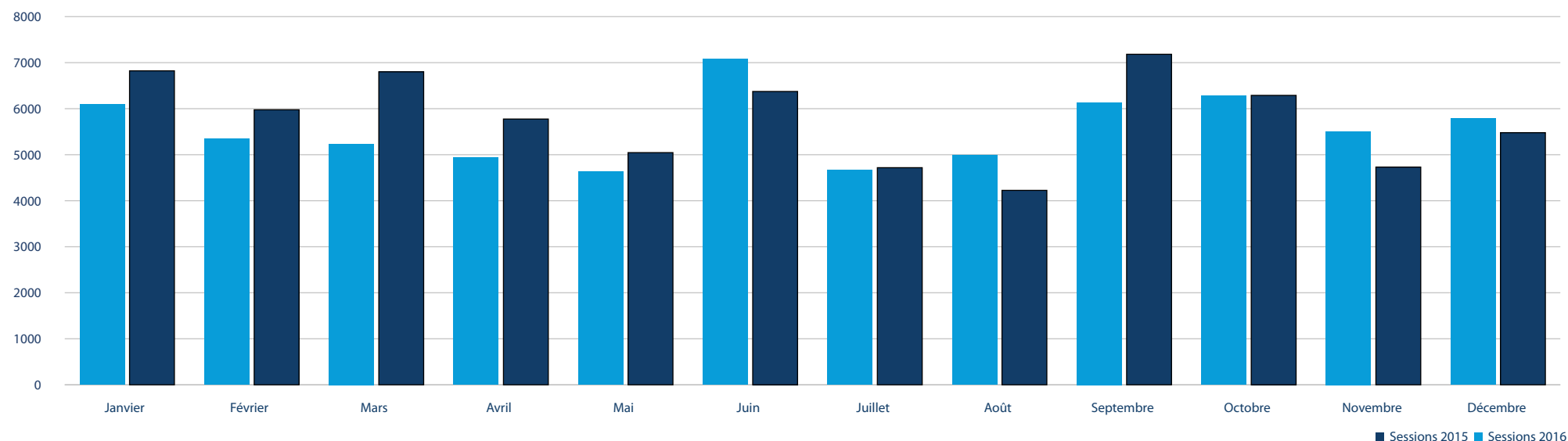
Une autre dynamique concurrentielle est soutenue par les achats groupés de gaz et d'électricité qui sont en plein essor depuis la libéralisation du marché de l'énergie ; ils permettent aux clients adhérents de bénéficier de tarifs souvent plus concurrentiels que ceux dont ils pourraient bénéficier en

négoçant de manière individuelle leur contrat avec un fournisseur d'énergie. BRUGEL mène actuellement une analyse ayant pour objectif de mettre en lumière le fonctionnement des achats groupés de gaz et d'électricité et de déterminer quels impacts ils ont sur le marché de l'énergie.

Concernant le site général de BRUGEL, le nombre de connections en 2016 est quant à lui en baisse de 4% par rapport à 2015.

<sup>61</sup> Greencheck vous permet de vérifier la part verte de votre fourniture d'électricité en région de Bruxelles-Capitale.

**Figure 25 - Statistiques de fréquentation du site de BRUGEL (connexions par mois)**



BRUGEL a maintenu l'envoi d'une newsletter reprenant les dernières publications du régulateur. Fin 2016, 2 791<sup>62</sup> personnes recevaient ce bulletin d'information, soit 3,5% de moins que fin 2015. En 2016, onze newsletters ont été envoyées.

Le régulateur a continué de participer à des événements et des formations à destination de plusieurs publics cibles, dont les prosumers, les clients plus fragilisés<sup>63</sup>, les acteurs sociaux et les professionnels du secteur. Des contacts réguliers avec la presse ont permis au régulateur de faire passer des messages utiles aux consommateurs d'énergie bruxellois.

62 2 498 francophones et 293 néerlandophones

63 En novembre 2015, BRUGEL a organisé une conférence sur la protection des clients résidentiels au Parlement bruxellois.

## 7. Conclusions

La supervision du fonctionnement du marché d'électricité et du gaz montre les points saillants suivants :

- Le nombre de points de fourniture actifs, tant en électricité qu'en gaz, continue d'afficher une très légère augmentation d'année en année, mais reste conforme à l'évolution normale du réseau de distribution dans un milieu urbain. S'agissant des volumes, il est utile de relever que la consommation de l'énergie électrique a encore diminué de 0,6% par rapport à 2015 (contre une diminution de 1,9% en 2015 par rapport à 2014) alors que la consommation de gaz a augmenté de 5,2% par rapport à 2015 (contre une augmentation de 12,1% enregistrée en 2015 par rapport à 2014). L'augmentation de la consommation en gaz peut être attribuée aux conditions climatiques moins clémentes en 2016 qu'en 2015.
- Le marché bruxellois de l'énergie reste attractif pour les fournisseurs si l'on tient compte du nombre de licences octroyées ou le nombre de fournisseurs actifs. Le nombre d'acteurs disposant de licence de fourniture est désormais de 36, dont 25 disposent de licences pour les deux vecteurs d'énergie. Le nombre de fournisseurs actifs sur le marché bruxellois est de 23. Pour améliorer le fonctionnement du marché, des propositions de modification du cadre réglementaire ont été formulées pour tenir compte de la réalité du marché notamment concernant l'avenir de la fourniture locale, le statut de fournisseur par défaut et la procédure de fournisseur de secours.
- L'arrivée des nouveaux acteurs et la dynamique de certains d'entre eux ont fait évoluer les parts de marché en volume ou en points de fourniture, même si cette évolution ne modifie pas encore substantiellement l'ordre décroissant d'importance des parts de marché de ces acteurs. Cette évolution a aussi un impact sur le taux de changement de fournisseur qui a enregistré une augmentation aussi bien pour l'électricité que pour le gaz. Ceci est particulièrement marquant pour le secteur résidentiel dans lequel les taux trimestriels de changement de fournisseur ont atteint un niveau presque six fois supérieur au niveau moyen observé en 2010 pour l'électricité et pour le gaz. D'une manière générale, le secteur professionnel continue d'enregistrer des taux de switch nettement plus élevés que le secteur résidentiel.
- Sur le plan des règles de fonctionnement du marché, BRUGEL a continué à suivre l'évolution de la mise en œuvre d'un nouveau MIG et attire l'attention des autorités sur la nécessité d'adapter la réglementation en vigueur pour permettre l'exécution de certaines opérations du marché (compteurs intelligents et valorisation des productions décentralisées, etc.). En outre, pour la mise en œuvre du marché de la flexibilité, BRUGEL a poursuivi ses consultations avec les acteurs du marché pour la définition d'un cadre réglementaire et régulateur notamment concernant l'activité du fournisseur de services énergétiques, la gestion de l'activité de comptage de la flexibilité et la protection des clients, notamment des désavantages de ne pas disposer des moyens d'offrir de la flexibilité.

Le contrôle du développement des réseaux d'électricité et de gaz a été effectué sur les deux plans suivants :

- **L'opportunité des projets d'investissements proposés par les gestionnaires des réseaux et la qualité de la distribution d'énergie** : sur la base des analyses d'opportunité, BRUGEL a recommandé au gouvernement d'approuver les plans proposés par les gestionnaires des réseaux dans la mesure où les projets soumis pour approbation tendent à répondre aux besoins de la consommation sur ces réseaux et à satisfaire les indicateurs de qualité de la fourniture d'énergie selon les normes en vigueur. En outre, en réponse à la directive 2012/27/EU<sup>64</sup> qui a été transposée à l'article 25vicies de l'ordonnance électricité, SIBELGA a planifié l'installation de près de 15 000 compteurs électroniques entre 2016 à 2020. Les fonctionnalités dites « intelligentes » de ce type de compteur ne seront toutefois pas activées et ces compteurs seront dès lors traités comme des compteurs classiques.
- **Le projet de conversion du gaz L au gaz H** : BRUGEL rappelle aux autorités compétentes, l'importance et l'urgence de mettre en œuvre une vision intégrée du projet de conversion. Il s'agit de mettre en place un cadre légal régissant la gestion de la conversion, en mettant sur pied une méthodologie opérationnelle concernant les actions à prévoir pour les installations intérieures des clients, en encadrant les rôles et les responsabilités des différents acteurs qui y seront impliqués et en donnant une vision sur les modalités de financement.

<sup>64</sup> Cette directive oblige les États membres, à partir du 1er janvier 2015, à installer dans tous les bâtiments neufs et les bâtiments faisant l'objet de travaux de rénovations importantes « des compteurs individuels qui indiquent avec précision la consommation réelle d'énergie du client final et qui donnent des informations sur le moment où l'énergie a été utilisée »,

En effet, la conversion des réseaux est désormais considérée par le secteur comme inéluctable, suite à la décision des Pays-Bas de diminuer les exportations vers la Belgique du gaz à bas pouvoir calorifique à partir de 2024, avec un arrêt total pour 2030. SYNERGRID a d'ailleurs proposé un scénario de conversion, en plusieurs étapes, qui prévoit, pour la région de Bruxelles-Capitale, le début de la conversion du réseau en 2020 et qui devrait se terminer avant 2024.

Compte tenu du calendrier très serré proposé par SYNERGRID, BRUGEL a pris les devants dans la réflexion sur le traitement approprié de cette problématique afin d'être suffisamment équipée pour conseiller les autorités bruxelloises en la matière. Plusieurs initiatives (études, consultation publique, ...) ont ainsi été menées et sont en cours de réalisation pour apporter les éléments de réponse nécessaires à un traitement intégré de cette problématique.

#### • L'évolution des prix

Le nombre d'offres disponibles sur le marché résidentiel bruxellois s'est étoffé en électricité au cours de l'année 2016 passant à 27 contre 24 en 2015. Les liens concurrentiels se sont donc davantage resserrés au profit du consommateur qui dispose d'un choix élargi d'offres lui permettant de réaliser un gain financier par rapport à l'offre par défaut.

Au niveau du gaz, en revanche, le nombre d'offres proposées aux clients a diminué de 20 en 2015 à 17 en 2016, ce qui n'est globalement pas bénéfique pour l'ensemble des consommateurs.

L'analyse des prix montre que, tant pour l'électricité (si on prend en considération la contribution électricité verte) que pour le gaz, la partie « commodity » payée par le consommateur bruxellois est globalement inférieure par rapport aux autres régions.

#### • L'exercice de la compétence tarifaire

Durant l'année 2016, BRUGEL a exercé pour la première fois de la période régulatoire 2015-2019, le contrôle des comptes du gestionnaire du réseau de distribution SIBELGA pour l'année 2015.

Un écart important entre la réalité et les budgets prévisionnels a été constaté, générant un solde régulatoire global assez conséquent. Cette situation s'explique par une surestimation de certains tarifs et un contexte économique particulier : la marge bénéficiaire du gestionnaire de réseau est fonction d'un taux OLO<sup>65</sup>, historiquement faible en 2015 et en 2016, tandis que le tarif prévu pour couvrir cette marge a été surestimé sur la base des données recueillies en 2014. Des soldes régulatoires importants ont ainsi été constitués durant l'exercice 2015, mais également au cours des années précédentes. Par ailleurs, BRUGEL a clairement constaté que certains des tarifs prévus pour la période régulatoire 2015 à 2019 étaient surévalués. Il a dès lors été proposé de revoir la méthodologie tarifaire afin de pouvoir fixer annuellement le montant de certains tarifs et d'en assurer un contrôle plus efficace.

Pour l'année 2015 (électricité et gaz confondus), BRUGEL a approuvé un solde régulatoire de 212,1 millions € à rétrocéder aux consommateurs bruxellois. Pour veiller à l'équilibre du marché, BRUGEL a choisi de redistribuer une

partie de ce montant aux consommateurs bruxellois dès le 1er janvier 2017 (sous la forme d'une baisse du prix de la facture de l'ordre de 6,5% pour l'électricité et de 4,3% pour le gaz) tout en assurant une certaine stabilité sous forme de réserve auprès de SIBELGA pour la prochaine période régulatoire.

En 2017, en concertation avec le gestionnaire de réseau, BRUGEL établira les bases de la prochaine méthodologie tarifaire 2020-2024. Dans ce cadre, BRUGEL mènera une analyse sur la possibilité de simplification de la structure tarifaire et l'introduction d'une composante tarifaire capacitaire pour l'électricité. En parallèle, une évaluation de la régulation incitative mise en place sera faite et BRUGEL proposera une adaptation de la méthodologie visant à encourager davantage le gestionnaire de réseau dans sa gestion efficiente des coûts.

Fin 2016, BRUGEL a été sollicitée par le gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale pour mettre en place un organe de contrôle du prix de l'eau. Cette nouvelle compétence va élargir le spectre des missions confiées à BRUGEL. Pour cette mission, BRUGEL ne remplira pas la fonction de régulateur pour la distribution de l'eau en région de Bruxelles-Capitale, mais bien celle de contrôleur du prix de l'eau. C'est une compétence essentiellement tarifaire. Si l'impulsion a été donnée en 2016, le processus opérationnel doit encore être proposé courant 2017. Cette nouvelle mission démontre la confiance que porte le législateur envers l'expertise proposée par les services de BRUGEL.

65 Obligation Linéaire/Lineaire Obligatie

**Éditeurs responsables**

M. Deprez - P. Misselyn - BRUGEL, av. des Arts, 46 - 1000 Bruxelles.

**Concept et réalisation**

[www.inextremis.be](http://www.inextremis.be)

**Photos**

[fotolia.com](http://fotolia.com)

*Dit thematisch verslag is eveneens beschikbaar in het Nederlands.*



LE REGULATEUR BRUXELLOIS POUR L'ÉNERGIE

Avenue des Arts, 46 bte 14  
1000 Bruxelles  
[info@brugel.brussels](mailto:info@brugel.brussels)

[www.brugel.brussels](http://www.brugel.brussels)